Nations Unies

S/PV.7267



Conseil de sécurité

Soixante-neuvième année

Provisoire

7267e séance

Jeudi 18 septembre 2014, à 10 heures

New York

Président :	Mme Power	(États-Unis d'Amérique)
Membres :	Argentine	M. De Antueno
	Australie	M. Quinlan
	Chili	M. Barros Melet
	Chine	M. Wang Min
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Lamek
	Jordanie	Mme Kawar
	Lituanie	Mme Murmokaitė
	Luxembourg	M. Maes
	Nigéria	Mme Ogwu
	République de Corée	Mme Paik Ji-ah
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Mark Lyall Grant
	Rwanda	M. Nduhungirehe
	Tchad	M. Gombo

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2014/656)

14-53856 (F)





La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2014/656)

La Présidente (par en anglais) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Afghanistan, de l'Allemagne, du Canada, de l'Espagne, de l'Inde, de l'Italie, du Japon, du Pakistan, de la Pologne, de la République islamique d'Iran, de la Slovaquie et de la Turquie à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Ján Kubiš, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, à participer à la présente séance.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à M. Ján Kubiš, qui participe à la présente séance par visioconférence depuis Kaboul.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite S. E. M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2014/656, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

Je donne maintenant la parole à M. Ján Kubiš.

M. Kubiš (*parle en anglais*) : Le Conseil de sécurité se réunit aujourd'hui alors que les résultats des élections doivent être annoncés dans quelques jours, mais sans qu'aucun accord politique sur un gouvernement d'unité nationale ne soit encore trouvé. Les discussions de ces dernières semaines qui se sont poursuivies jusqu'à tard dans la nuit ont certes rapproché les équipes de M. Abdullah Abdullah et M. Ghani Ahmadzai, mais certaines questions cruciales restent encore à régler. Cette impasse qui se prolonge aggrave la crise qui a déjà eu un énorme coût politique et économique et en matière de sécurité pour l'Afghanistan. C'est la raison pour laquelle je présente de nouveau un exposé au Conseil de sécurité depuis Kaboul, où ma présence est requise pour appuyer les efforts visant à sortir une fois pour toute de l'impasse.

Il n'y a tout simplement pas de meilleur moyen d'aller de l'avant qu'un gouvernement d'unité nationale dirigé par un président élu, certifié par la Commission électorale indépendante, travaillant en partenariat avec un premier ministre exécutif. Toutes les autres options comportent de graves risques ou vont à l'encontre du cadre constitutionnel du pays. Les deux candidats ont déjà exprimé leur attachement au concept d'une telle administration et se sont engagés à respecter les résultats de l'élection, qui fait l'objet d'une procédure d'audit. S'accorder sur les modalités d'une telle administration s'est avéré plus difficile. Les points de blocage qui restent portent, entre autres, sur la façon idoine d'annoncer les résultats alors que les partisans des deux bords croient dur comme fer que c'est leur candidat qui a gagné et qu'ils n'accepteront pas d'autre résultat, indépendamment de l'audit. S'il n'y a pas d'accord au moment de la validation des résultats, une nouvelle dynamique sera lancée, qui pourrait donner lieu à des incertitudes supplémentaires – voire à un risque de conflit. Il ne reste que très peu de temps, et j'entends par là un ou deux jours.

Une transition politique légitime et bénéficiant de l'appui du grand nombre est nécessaire en vue d'un mandat robuste pour s'attaquer aux nombreux défis auxquels le pays est confronté, notamment une insurrection en plein essor, une crise de liquidités imminente et une économie illicite en expansion, en particulier l'économie de la drogue. Enfin, il est essentiel de veiller à ce que la communauté internationale ait un partenaire crédible pour qu'elle puisse prendre des engagements durables en matière d'aide, dans l'un des pays les plus tributaires de l'aide dans le monde.

C'est à la demande des deux candidats et des autorités afghanes que l'ONU a accepté de jouer un rôle clef pour appuyer le processus électoral, même si le processus lui-même a été pris en charge par les organismes afghans de gestion des élections. L'ONU a accepté de jouer ce rôle car elle considérait qu'elle en avait la responsabilité au titre de l'objet central de son mandat, à savoir apporter son concours à la prévention des conflits. Il a toujours été entendu qu'il y avait un

risque pour la réputation de l'Organisation. Il s'agissait toutefois d'un risque nécessaire. Je tiens à remercier la famille des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement et le Département des affaires politiques, pour l'appui massif apporté à ces efforts.

Le rôle de supervision de l'ONU a pris fin avec la dernière séance d'examen de plaintes de la Commission électorale qui s'est tenue dimanche dernier. Notre évaluation est que l'audit a permis de procéder à une vérification exhaustive et crédible du processus électoral, sans précédent en termes d'ampleur, de profondeur et de minutie. De nombreux cas de fraude ont été détectés et réglés. L'on a également pu confirmer que des millions de femmes et d'hommes ont participé au scrutin, le 14 juin, pour exprimer leur appui à un transfert pacifique et démocratique du pouvoir. Depuis des mois, ils attendent impatiemment un accord qui n'a que trop tardé entre les deux dirigeants, en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale. Vu les défis graves et croissants auxquels l'Afghanistan fait face, il faut que cet accord soit conclu et que ce gouvernement soit mis en place, sans plus tarder.

Les nouvelles tactiques des insurgés et l'implication des groupes terroristes internationaux visent non seulement à créer des troubles mais aussi à prendre le contrôle du territoire national. Vu que les opérations au sol sont la principale cause de pertes civiles, les civils continuent de payer un lourd tribut au conflit. Au cours des huit premiers mois en 2014, le nombre de victimes civiles a augmenté de 15 % par rapport à la même période en 2013, avec 2 312 morts et 4 533 blessés. Dans l'ensemble, le nombre de femmes tuées et blessées suite au conflit armé a augmenté de 16 % par rapport à la même période en 2013, tandis que celui d'enfants tués et blessés a augmenté de 24 %.

La police et l'armée afghanes réagissent avec courage, et je rends hommage à tous les braves Afghans qui ont été tués ou blessés alors qu'ils servaient leur pays. Il faudra apporter un appui soutenu aux institutions de sécurité afghanes. La nouvelle administration devra d'un commun accord mettre rapidement en place des cadres juridiques, afin de faire les plans et les préparatifs nécessaires pour garantir la fourniture ininterrompue de l'aide internationale. Nous ne pouvons que nous féliciter de ce que l'intention de fournir un appui continu aux institutions de sécurité afghanes a été confirmée lors du sommet de l'OTAN qui s'est tenu au pays de Galles.

Vu que la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité s'achèvera à la fin de cette année, je voudrais également saisir cette occasion pour rendre hommage à tous les pays qui y ont contribué, ainsi qu'aux personnes qui ont été blessés et aux familles de ceux qui ont été tués.

Cette impasse prolongée a également contribué à la stagnation économique de l'Afghanistan, qui a entraîné une chute brutale des recettes publiques. La nouvelle administration devra prendre des mesures urgentes pour éviter une crise de liquidités et veiller au bon fonctionnement continue du Gouvernement. Il faudra que les donateurs apportent leur appui afin de faire face à cette situation d'urgence. Toutefois, seules des réformes économiques et de gouvernance à long terme permettront d'accroître les recettes et de réduire le déficit budgétaire qui ne cesse de s'aggraver.

Dans le contexte du remaniement et de la réactualisation du Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo en amont de la conférence ministérielle qui soit se tenir à Londres en novembre, l'engagement ferme de la nouvelle administration sera essentiel pour que les priorités de l'Afghanistan soient définies clairement et pour que ce processus soit mené par les Afghans. Je souhaiterais que l'on privilégie un programme en faveur des pauvres et fondé sur les droits, notamment des politiques destinées à s'attaquer au problème que représente une population jeune en plein essor et en majorité analphabète. L'intégration des efforts de lutte contre une économie de la drogue en pleine expansion sera également essentielle, notamment grâce à l'intensification des efforts régionaux.

Tout au long de mon mandat, j'ai mis particulièrement l'accent sur la promotion de la coopération régionale, avec l'Afghanistan au centre de ces efforts. Le renforcement des relations régionales sur le plan économique, des infrastructures et de la sécurité sera crucial pour la viabilité et la stabilité futures de l'Afghanistan, au sein d'une région stable et prospère. Je me réjouis du rôle de chef de file que la Chine a joué dans le cadre des préparatifs de la Conférence de Tianjin sur le Processus d'Istanbul/l'initiative « Au cœur de l'Asie».

Pour l'Afghanistan, les relations avec le Pakistan font partie des relations les plus importantes et les plus difficiles. Sous une nouvelle administration, il sera peut-être possible de remettre le compteur à zéro et faire des progrès en ce qui concerne les problèmes communs liés à la gestion des frontières, au développement économique et à la lutte contre le terrorisme. Une

nouvelle administration peut également être une occasion de revitaliser les efforts de réconciliation menés par les Afghans. L'ONU est prête à apporter son concours à cet égard.

Cette séance sera ma dernière en tant que chef de la Mission. La période que j'ai passée en Afghanistan a été une période difficile, mais ce fut également pour moi un privilège que de servir. La confiance que tous les acteurs, nationaux et internationaux, placent en l'ONU même pendant la situation actuelle et dans le cadre de la réflexion sur les futurs efforts de paix, a été source d'inspiration. À l'avenir, l'ONU continuera de jouer un rôle important, aussi bien en Afghanistan que dans la région.

Je voudrais remercier les membres du Conseil de sécurité pour l'appui et les conseils qu'ils m'ont donnés depuis que j'ai pris mes fonctions en janvier 2012, ainsi que d'autres États Membres et partenaires internationaux.

Je voudrais également rendre hommage à mes collègues de l'ONU, en particulier de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, pour leur dur labeur, leurs conseils constants et leur engagement sincère. Je tiens à rendre particulièrement hommage à mon proche conseiller, Vadim Nazarov, et à d'autres qui ont payé de leur vie.

Le but de notre travail, et ce qui nous permet de maintenir notre engagement dans des conditions souvent difficiles et dangereuses, est d'appuyer les aspirations du peuple afghan à un avenir plus prospère et plus sûr, au sein d'un Afghanistan stable et uni. Ce sont ces aspirations auxquelles il faut donner la priorité en ce moment décisif.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Kubiš de son exposé.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. Tanin (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je félicite les États-Unis pour l'efficacité avec laquelle ils dirigent les travaux du Conseil ce mois. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier M. Ján Kubiš, Représentant spécial du Secrétaire général, de son exposé et de la compétence exceptionnelle avec laquelle il a dirigé la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Ses efforts inlassables au cours des derniers mois se sont avérés essentiels en ce moment où l'Afghanistan traverse une période électorale difficile. Vu que le mandat de M. Kubiš touche à sa fin, je lui souhaite plein succès dans ses activités futures. Je tiens également à remercier le Secrétaire général et son équipe de l'appui accordé à mon pays pendant la durée du processus électoral et à exprimer ma reconnaissance au Secrétaire général pour son dernier rapport (S/2014/656) sur la situation en Afghanistan.

Le 5 avril et le 14 juin, des millions d'Afghans se sont rendus aux urnes pour élire le futur dirigeant du pays, au péril de leur vie et en défiant les ennemis de l'Afghanistan afin d'exercer leurs droits démocratiques. Ce faisant, ils ont fait preuve d'un courage remarquable face au terrorisme et d'un engagement sans faille en faveur d'un Afghanistan pacifique, prospère et démocratique. Les élections ont marqué la fin de la période de transition et le début de la décennie de la transformation. C'est un moment d'une très grande importance car le pays émerge de plus de 30 années de guerre. Pour le peuple afghan, ces élections ont été une occasion historique de voter pour l'espoir, la démocratie et une paix durable.

Mais en dépit de la participation et de l'enthousiasme impressionnants de millions d'Afghans, ces élections se sont transformées en un processus long, complexe, parfois même désordonné qui a vu apparaître des défis imprévisibles. En raison des litiges dus à des allégations de fraude pendant le second tour et des troubles politiques qui ont suivi, il a fallu déployer des efforts conséquents pour éviter une crise. À cette fin, et avec l'aide de la communauté internationale, le 8 août, les deux candidats à la présidence ont signé une déclaration conjointe conformément aux dispositifs techniques et politiques convenus le 12 juillet. Cette déclaration exposait en détail leur vision commune en faveur d'un audit complet basé sur des critères convenus élaborés par l'ONU et de la formation d'un gouvernement d'unité nationale, conformément à la Constitution afghane.

À la suite de cet accord, la Commission électorale indépendante, en étroite collaboration avec l'ONU et la communauté internationale, a procédé à un audit, en conformité avec la législation afghane et les normes internationales. Dans le cadre d'un exercice d'une ampleur et d'une complexité sans précédent, la Commission a évalué chacun des bulletins mis dans les 22 828 urnes utilisées au second tour dans l'ensemble des 34 provinces. Cet audit a été effectué sous une observation et une supervision nationales et internationales considérables afin de protéger la crédibilité et l'équité des résultats électoraux. Il s'est agi là d'une entreprise gigantesque qui a nécessité la

participation de centaines de membres du personnel des Nations Unies et du corps diplomatique, d'observateurs nationaux et internationaux, d'agents des candidats et de membres du personnel électoral afghan. Au nom du peuple et du Gouvernement afghans, je tiens à remercier tous les observateurs et le personnel nationaux et internationaux qui ont œuvré jour et nuit pour mener cet audit à bien.

Nous remercions la communauté internationale, notamment les États-Unis et l'ONU – plus précisément le Président Obama et le Secrétaire d'État John Kerry, qui sont restés en contact avec les candidats, soit par téléphone, soit directement en se rendant en Afghanistan – ainsi que M. Ján Kubiš et d'autres collègues de l'ONU d'avoir appuyé le processus d'audit et d'avoir facilité les négociations et la coopération entre les équipes des deux campagnes. Le peuple afghan espère que ces efforts permettront de compléter le processus rapidement et avec succès.

L'audit est désormais achevé et nous attendons l'annonce du résultat final. Le peuple afghan est impatient de clore ce chapitre de son histoire et de voir un nouveau gouvernement se mettre au travail, dans un esprit d'unité nationale, afin de préserver les acquis de la dernière décennie et d'instaurer la paix et la prospérité pour tous. Comme le Président Karzaï l'a répété hier, le peuple afghan a un besoin urgent de voir le processus arriver à son terme et un nouveau Président entrer en fonction.

Le Président Hâmid Karzaï a présidé une réunion ce matin avec les anciens, les chefs jihadistes et les chefs des branches principales de l'État pour discuter des enjeux électoraux et des négociations entre les deux candidats. Les participants ont exprimé leurs préoccupations face à la longueur du processus électoral et signalé que le peuple commence à être agité et inquiet. Au cours de cette réunion, il a été décidé que les anciens se réuniraient avec les deux candidats le lendemain matin, le vendredi 19 septembre, afin de parvenir rapidement à un accord.

Les six derniers mois ont été extrêmement difficiles pour le peuple afghan. L'impasse électorale a eu de sérieuses répercussions sur l'économie et la sécurité du pays, ainsi que sur l'état d'esprit des habitants. Pour garantir la stabilité, l'Afghanistan et ses partenaires internationaux devront aborder sans plus tarder les questions suivantes.

Premièrement, la situation économique est de plus en plus critique, car elle est exacerbée par l'incertitude politique entourant le litige électoral. Ces derniers mois, la croissance économique a chuté, de même que la collecte des impôts et les recettes nationales, entraînant des milliards de dollars de pertes et menaçant la stabilité à long terme du pays. Le Gouvernement fait tout son possible pour maintenir la stabilité financière, mais il sera difficile de régler cette crise imminente sans une aide de la communauté internationale.

Deuxièmement, la situation sécuritaire empire. Les Taliban et les autres groupes terroristes et extrémistes violents ont mis à profit l'impasse électorale pour déstabiliser le pays par des actes de violence. Leur recours à des attentats-suicides, à des engins explosifs artisanaux et à des obus de mortier dans des zones peuplées a fait un nombre croissant de victimes parmi les civils et le personnel de sécurité; cette période a donc été la plus meurtrière pour les Forces nationales de sécurité afghanes et le peuple afghan depuis 2001. Les bombardements transfrontaliers ont également contribué à aggraver la situation sécuritaire et les pertes connexes en vies humaines. Si les Forces nationales de sécurité afghanes ont réussi à contrer la plupart des opérations des insurgés, démontrant ainsi leurs capacités, leur professionnalisme et leur courage, l'ombre de la violence continue de planer sur l'Afghanistan.

Troisièmement, il existe un climat dangereux de division et de fragmentation. L'impasse politique a terni l'espoir et l'enthousiasme qui se sont exprimés avec tant de force le jour des élections, de même que l'optimisme du peuple afghan pour l'avenir du pays. Au cours de la décennie écoulée, nous avons œuvré sans relâche à bâtir une unité et un consensus nationaux, mais ces derniers mois, la crainte d'un retour des jours sombres du passé a refait surface. La nation afghane souhaiterait que l'humilité, la raison et la retenue triomphent de la méfiance et des divisions, seul moyen pour le pays de construire un avenir pacifique et démocratique.

Si les dangers immédiats exigent une attention urgente, la bonne conclusion du processus électoral et la formation d'un nouveau gouvernement permettront à l'Afghanistan d'avancer dans ses priorités et ses engagements à long terme. Le pays attend avec impatience de se rapprocher de ses objectifs afin d'instaurer enfin une paix, une stabilité et une prospérité durables. L'imminence de la transition démocratique est une chance de relancer les efforts en faveur d'une réforme plus large, de l'inclusivité et de la participation

de tous les segments de la société afghane à l'avenir du pays. Un nouveau départ permettra également de faire avancer le programme de paix et de réconciliation afin que l'opposition armée dépose les armes et apporte sa contribution à un Afghanistan pacifique et prospère.

En même temps, la coopération régionale reste indispensable, non seulement pour la paix et la réconciliation, mais aussi pour la stabilité et le progrès dans la région. L'Afghanistan est déterminé à renforcer ses engagements bilatéraux et multilatéraux en faveur du développement et du commerce, et afin de lutter contre le terrorisme, l'extrémisme et les sources d'instabilité dans la région. À cet égard, la prochaine conférence du Processus d'Istanbul qui doit avoir lieu à Tianjin (Chine) aura une grande importance, et nous apprécions le rôle moteur joué par la Chine en faveur de cette initiative.

L'Afghanistan est attaché au maintien de partenariats à long terme avec la communauté internationale, lesquels seront essentiels au succès de la décennie de la transformation et au-delà. Nous accueillons avec satisfaction la déclaration faite au pays de Galles au début du mois par l'OTAN, qui se dit prête à former, conseiller et assister les Forces nationales de sécurité afghanes après 2014 et saluons sa volonté constante d'aider le pays tout au long de la décennie de la transformation. L'appui soutenu de nos partenaires internationaux est absolument essentiel au moment où les forces internationales réduisent leurs effectifs et que les Forces nationales de sécurité afghanes assument l'entière responsabilité de la sécurité dans tout le pays. Nous comptons également renforcer la coopération entre l'Afghanistan et les pays donateurs. La conférence ministérielle consacrée au développement de l'Afghanistan, qui doit se tenir à Londres le 25 novembre, nous permettra de réaffirmer et de réitérer des engagements existants pris au titre du Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo, et de consolider le partenariat à long terme de l'Afghanistan avec la communauté internationale.

Les pays construisent leur propre avenir mais, dans le monde d'aujourd'hui, la communauté internationale a un rôle important à jouer pour aider des pays touchés par la guerre à sortir du conflit. C'est pourquoi nous nous trouvons à nouveau ici aujourd'hui, au Conseil, pour discuter de la situation en Afghanistan. Après 13 ans de travail considérable et d'acquis importants, les Afghans aspirent à vivre en paix et en sécurité. La stabilité est absolument indispensable pour l'avenir, non seulement pour mon pays et mon peuple mais aussi pour l'ensemble de la région, et les pays de la région ont tout intérêt à ce que la paix et la sécurité règnent en Afghanistan. Il est essentiel que le pays ne devienne pas de nouveau le théâtre de rivalités politiques, et que la région et l'ensemble de la communauté internationale soit à nos côtés pour contribuer à ce que le processus électoral soit mené à bien.

M. Quinlan (Australie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial, M. Ján Kubiš, pour son exposé de ce matin, et je salue sa contribution indispensable et décisive à la transition en Afghanistan ainsi que celle de l'ensemble de l'équipe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et de l'ONU. À ce tournant décisif, ce rôle demeure central. Comme d'habitude, je remercie également l'Ambassadeur Tanin pour son exposé.

Il y a trois mois, nous félicitions les Afghans qui – malgré la menace constante de la violence posée par les terroristes et les insurgés – ont clairement fait connaître leur aspiration à un avenir démocratique en allant voter en grand nombre. Les candidats à l'élection présidentielle doivent maintenant répondre aux attentes de leurs concitoyens. L'aboutissement pacifique, crédible et en temps voulu du processus électoral est essentiel à la stabilité et la prospérité futures de l'Afghanistan. Les candidats doivent honorer l'engagement qu'ils ont pris d'accepter les résultats de l'audit électoral complet, respecter ses résultats, et travailler ensemble pour former un gouvernement d'unité nationale. Si une solution n'est pas trouvée rapidement pour sortir de l'impasse politique, la transition en Afghanistan risque de ne pas être menée à bien et cela ne doit pas arriver.

La MANUA et les observateurs internationaux ont joué un rôle essentiel en appuyant la Commission électorale indépendante et la Commission du contentieux électoral, indépendante, tout au long de l'audit électoral complet. Nous félicitons l'ONU d'avoir déployé rapidement plus de 120 experts des élections. La communauté internationale a agi de bonne foi suite à la demande de supervision internationale de cet audit formulée par l'Afghanistan. Mon pays, l'Australie, est heureux d'avoir appuyé cet audit, dont l'ampleur et la minutie sont sans précédent.

Comme nous le savons, la formation d'un nouveau gouvernement marquera un jalon pour l'Afghanistan. La communauté internationale envisage le cadre à mettre en place pour appuyer l'Afghanistan au-delà de 2014. Nous accueillons avec satisfaction la récente déclaration du Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique

Nord (OTAN) sur l'Afghanistan tenu au pays de Galles, qui établit des marqueurs clefs pour l'appui que l'OTAN fournira à l'Afghanistan au-delà de 2014, y compris la nécessité de l'approbation par le Conseil de la mission qui succédera à la Force internationale d'assistance à la sécurité après 2014. L'Australie est prête, avec ses partenaires, à travailler avec le nouveau gouvernement pour consolider des accords pour que la communauté internationale continue d'appuyer l'Afghanistan.

Dans son dernier rapport (S/2014/656), le Secrétaire général indique que les offensives des insurgés se sont multipliées durant la période d'impasse politique. Le nombre de victimes civiles a également augmenté, ces pertes étant, pour la plupart, causées par les forces antigouvernementales. Les récentes attaques auxquelles un grand nombre de combattants ont participé sont particulièrement inquiétantes. Nous sommes encouragés par le fait que l'armée et la police afghanes ont été en mesure de riposter de manière efficace, y compris dans les provinces. L'aptitude accrue des Forces nationales de sécurité afghanes a également été démontrée tout au long de la période électorale. Il est essentiel que ces Forces continuent de renforcer et de maintenir leurs capacités, en particulier dans les provinces.

L'Australie demeure déterminée à appuyer le maintien des forces et institutions de sécurité afghanes et versera à cet effet une contribution de 300 millions de dollars au cours des deux ou trois prochaines années. L'Australie demeure également prête à contribuer à la mission autre que de combat qui sera conduite par l'OTAN après 2014 aux fins de formation, de conseils et d'assistance. Nous exhortons le nouveau gouvernement afghan à prendre les dispositions juridiques nécessaires pour cette mission en tant que priorité immédiate.

Un autre élément essentiel à la stabilité en Afghanistan sera la mise en œuvre des engagements et réformes convenus à la Conférence de Tokyo sur l'Afghanistan de 2012. Cela est indispensable, comme nous le savons tous et comme je l'ai souvent répété, à un développement économique et social durable. L'Afghanistan a mis en œuvre des réformes juridiques importantes pour lutter contre le terrorisme, le financement du terrorisme, le blanchiment d'argent et la traite des êtres humains. Nous sommes conscients que les difficultés économiques rencontrées actuellement par l'Afghanistan sont une préoccupation importante et qu'il faut déployer d'urgence des efforts supplémentaires pour lutter contre la corruption et promouvoir la viabilité des finances publiques.

Il est impératif que le nouveau gouvernement fasse des progrès dans la mise en œuvre du plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité. La participation active des femmes aux processus politiques et de réconciliation en Afghanistan et, surtout, la reconnaissance et le respect de leurs droits sera un moyen décisif de déterminer si l'Afghanistan peut espérer avoir un avenir prospère et s'il continuera d'obtenir un appui international. Nous continuons d'appeler à l'application intégrale de la loi relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes pour faire fond sur les progrès accomplis au cours des 10 dernières années. Nous nous félicitons des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action pour la prévention du recrutement de mineurs et espérons qu'il sera mis en œuvre dans son intégralité. Le gouvernement entrant devra également appuyer une Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan solide et indépendante.

La MANUA continuera de jouer un rôle essentiel à l'appui de l'Afghanistan au-delà de la transition, y compris dans le cadre de ses bons offices, par la promotion des droits de l'homme et d'une meilleure gouvernance ainsi que par une coordination entre les donateurs et en facilitant l'aide humanitaire. Il est évident que les Afghans veulent un gouvernement démocratique et responsable. Les difficultés auxquelles l'Afghanistan devra faire face sur le chemin menant à un avenir plus pacifique et sûr sont tout aussi claires. L'Australie, conjointement avec la communauté internationale, est déterminée à appuyer l'Afghanistan tout au long de cette transition. Nous comptons le faire en partenariat étroit avec un gouvernement afghan à l'écoute, transparent et responsable.

Enfin, je tiens à saluer la contribution personnelle, le rôle moteur et l'empathie de Ján Kubiš, au moment où il achève sa mission, et à le remercier pour ce qu'il a fait pour aider l'Afghanistan à se lancer dans un nouvel avenir. Je le remercie également pour l'appui qu'il a apporté à l'Australie en tant que rédacteur pour la situation en Afghanistan au Conseil de sécurité, et nous lui souhaitons plein succès pour l'avenir.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. Ján Kubiš pour son exposé sur la situation en Afghanistan et d'avoir présenté le rapport du Secrétaire général (S/2014/656). Nous remercions également le Représentant permanent de l'Afghanistan, Zahir Tanin, de sa déclaration.

Nous partageons les préoccupations et inquiétudes exprimées dans cette salle concernant le marathon postélectoral prolongé. Aujourd'hui, alors que l'Afghanistan, un pays ami, se heurte à de nombreuses difficultés dans divers domaines – sécurité, édification de l'État, situation socioéconomique et humanitaire – le fait que son peuple qui a tant souffert vit dans l'incertitude politique est un luxe inacceptable. Comme tous les membres responsables de la communauté internationale, nous suivons de près l'évolution de la situation concernant le décompte des voix pour connaître le résultat de l'élection présidentielle. Nous nous félicitons qu'une étape importante ait été franchie, que le nouveau décompte des voix pour le deuxième tour ait eu lieu et qu'en parallèle, les échanges entre les candidats au sujet du partage du pouvoir se poursuivent, même s'ils ne sont pas toujours fructueux.

Nous observons que la société et l'élite politique sont de plus en plus conscientes de la nécessité de former un gouvernement d'unité nationale. Sans accord politique entre les candidats à cet égard, il sera difficile pour les Afghans d'aller de l'avant après tant d'années de guerre exténuante. Les risques de déstabilisation grave ne font qu'augmenter. Nous tenons à signaler en particulier le travail réalisé par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et ses dirigeants afin d'aider les Afghans à sortir de cette impasse électorale. Nous sommes favorables à la participation active de la MANUA, ainsi que de la société civile, en Afghanistan. Nous considérons qu'il est inacceptable que le personnel de la Mission fasse l'objet de menaces.

Nous appelons les autorités afghanes à régler la situation postélectorale par des moyens pacifiques. Le choix du peuple doit être annoncé à la population et doit être accepté tant par elle que par la majorité des forces politiques en Afghanistan. Il est clair que le règlement de la question de la présidence future est une affaire intérieure. De notre côté, nous sommes prêts à œuvrer avec les autorités afghanes, quelles qu'elles soient, dans la mesure où elles appuient le peuple afghan lui-même.

L'Afghanistan traverse actuellement une période particulièrement complexe pour sa sécurité nationale. Le rapport souligne cet état de fait, et les perspectives dans ce domaine sont très incertaines. Les éléments hostiles au Gouvernement, terroristes et extrémistes de tous bords intensifient leurs activités et pourraient fomenter un assaut décisif une fois que la présence militaire étrangère aura quitté le pays. À cet égard, nous exprimons une nouvelle fois notre étonnement de constater que le rapport ne fait pas mention d'Al-Qaida, comme si ce groupe n'était plus un facteur en Afghanistan. Nous sommes convaincus que, faute de perspective objective sur la situation actuelle, il sera très difficile de progresser.

Ne pas tenir compte des activités ou des réalités actuelles n'est pas envisageable, notamment face au nombre toujours plus important de victimes civiles, en particulier parmi les femmes et les enfants, y compris du fait des frappes et des opérations menées par les forces de la coalition. Dans le nord du pays notamment, cette situation a des conséquences de plus en plus négatives sur la sécurité et la stabilité, en particulier pour la région de l'Asie centrale, dont les pays comptent parmi nos alliés et partenaires proches, ce qui suscite donc chez nous de fortes préoccupations.

Le fait que nous ne connaissons pas les résultats des tentatives des divers acteurs pour maintenir une présence militaire en Afghanistan ne fait qu'ajouter à l'incertitude. Nous pensons que toute nouvelle forme de présence militaire devra être soigneusement mise en œuvre, être acceptée de toute la population et des autorités afghanes et être approuvéespar le Conseil de sécurité. Dans ce contexte, nous tenons à rappeler au commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) qu'il a l'obligation, au titre de la résolution 2120 (2013), de présenter au Conseil de sécurité, en décembre, un rapport trimestriel complet, et non, comme nous y sommes maintenant habitués, un texte dénué de conclusions, sur la mise en œuvre du mandat confié à la FIAS par le Conseil de sécurité.

Aux fins d'impartialité, dans le contexte de l'impasse électorale, l'objectif de la réconciliation nationale a été mis de côté. Nous espérons que, à l'issue du cycle électoral, les nouvelles autorités afghanes progresseront avec un regain d'énergie sur la voie de la normalisation de la situation dans le pays, en se fondant sur les trois principes notoires que sont le dépôt des armes par les combattants, la reconnaissance de la Constitution de l'Afghanistan et la rupture définitive des liens avec Al-Qaida et les autres organisations terroristes, dans le plein respect du régime des sanctions contre Al-Qaida et les Taliban.

Les rapports de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime continuent de brosser un tableau sombre de la situation concernant la production de drogue et le trafic illicite de stupéfiants en Afghanistan. Nous jugeons préoccupante l'indication faite par l'ONU selon laquelle l'éradication de la culture de l'opium était en

fort recul. L'an dernier, le trafic de drogues a représenté près d'un milliard de dollars. Il est évident qu'une forte proportion de ce montant alimente les activités subversives des groupes terroristes et criminels.

Le Conseil de sécurité est toujours en train d'examiner son initiative de lutte contre le trafic de stupéfiants. Nous devons tenir compte des activités de l'Organisation du Traité de sécurité collective, en particulier dans ce domaine. Nous devrions œuvrer constructivement avec nos collègues au Conseil pour parvenir à l'adoption d'un programme complet. Lutter contre le problème de la drogue en Afghanistan est extrêmement important, non seulement pour prévenir le financement accru des activités extrémistes et terroristes, mais également pour protéger les vies de nos populations et pour empêcher nos jeunes de devenir dépendants à l'héroïne.

Nous insisterons pour que les nouvelles autorités afghanes et tous ceux qui œuvrent dans le pays pour appuyer l'Afghanistan accordent une plus grande attention à l'élimination de la menace que représente la drogue, laquelle fait peser un risque immense sur la paix et la sécurité non seulement de l'Afghanistan mais de la région tout entière, voire bien au-delà. Ce combat exige des consentir des efforts collectifs et de renoncer à recourir au deux poids, deux mesures ou à diverses idéologies. Nous ne pouvons plus tolérer l'augmentation de la production de drogue, qui se poursuit depuis plus de 10 ans de présence étrangère.

Les pays de la région et leur coopération jouent un rôle important dans le règlement de la situation afghane. À cet égard, le développement de la coopération et du dialogue politiques et économiques est particulièrement important. Nous estimons que l'Organisation de Shanghai pour la coopération est vitale à cet égard, notamment du fait que, en tant que membres ou observateurs, l'Afghanistan et tous ses voisins y sont impliqués. Cette réalité a été confirmée lors du dernier sommet de l'Organisation. Ce n'est qu'en coordonnant les efforts de la Mission des Nations Unies et des acteurs internationaux que nous serons à même de garantir le développement durable et la mise en place d'un État auto-suffisant qui soit libéré du terrorisme et de la criminalité liée à la drogue.

Pour terminer, je voudrais remercier M. Ján Kubiš pour le travail considérable qu'il a accompli à la tête de la MANUA. Nous espérons que l'ONU recourra de nouveau à son expérience, à son immense professionnalisme et à son leadership.

M. Maes (Luxembourg) : Je remercie à mon tour le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Ján Kubiš, pour son exposé. À travers lui, je voudrais d'emblée rendre hommage à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour le rôle crucial qu'elle a joué en appui du processus électoral au cours des derniers mois. Je remercie également le Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Zahir Tanin, pour son intervention.

Je m'associe à la déclaration qui sera faite au cours de ce débat par l'Union européenne.

Nous avons unanimement salué, ici-même, lors de notre précédent débat (voir S/PV.7208), la détermination et le courage exceptionnels des millions d'Afghanes et d'Afghans qui ont pris le chemin des urnes pour contribuer démocratiquement au futur de leur pays. Aujourd'hui, il est crucial que les espoirs placés par la population dans le processus électoral soient entendus et que l'aspiration générale à la paix et à la stabilité soit prise en compte.

Nous voulons croire que les candidats à l'élection présidentielle et leurs partisans sauront se hisser à la hauteur de l'enjeu. Plus que jamais, nous les appelons à faire preuve de retenue dans leurs déclarations et dans leurs actes, et à placer l'intérêt de la population afghane en tête de leurs préoccupations. Concrètement, nous attendons d'eux, comme ils s'y sont du reste engagés, qu'ils acceptent le résultat des urnes et forment un gouvernement d'unité nationale. Il n'y a pas d'autre chemin praticable.

Le gouvernement d'unité nationale, une fois formé, fera face à des défis de taille. L'un d'entre eux est celui de la sécurité. Dans ce domaine, la nouvelle administration devra rapidement prendre des décisions. En particulier, il importera de procéder aussi vite que possible à la mise en place des cadres juridiques nécessaires au déploiement des futures missions internationales d'assistance aux forces de sécurité afghanes. Pour sa part, l'OTAN a une nouvelle fois réitéré, lors du sommet de Newport au début de ce mois, son ferme engagement à soutenir les forces de sécurité afghanes au-delà de 2014.

Un autre défi pour l'Afghanistan est celui de l'économie et de la lutte contre la pauvreté. La mise en œuvre des réformes économiques et une coopération étroite avec ses partenaires régionaux seront essentielles pour relancer l'économie et ainsi améliorer le niveau de vie des Afghans.

Une société stable et prospère s'établit également sur le respect de l'état de droit et des droits de l'homme. Dans ces domaines, il est important de reconnaître les progrès réalisés par l'Afghanistan au cours de la décennie écoulée sans pour autant perdre de vue l'étendue des problèmes qui subsistent, notamment en matière de condition de la femme. Nous invitons à cet égard le prochain gouvernement à n'épargner aucun effort en vue de parvenir à une mise en œuvre effective de la loi sur l'élimination de la violence contre les femmes, et nous plaidons pour que l'amélioration des droits des femmes en Afghanistan forme l'une de ses priorités.

En ce qui concerne la protection des droits des enfants, nous saluons le fait qu'un accord a été trouvé le 23 juillet dernier sur la feuille de route visant à accélérer la mise en œuvre du Plan d'action contre le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les Forces nationales de sécurité afghanes. Nous encourageons la MANUA à tenir le Conseil de sécurité informé, à travers ses rapports périodiques, des progrès accomplis par le Gouvernement afghan dans la mise en œuvre de cette feuille de route.

Comme nous le constatons dans maints conflits, une intensification des combats va souvent de pair avec un accroissement du nombre des victimes civiles. Cet axiome se vérifie malheureusement aussi en Afghanistan. La population civile continue d'être la principale victime du conflit. Les femmes et les enfants paient un tribut particulièrement lourd, comme nous l'a rappelé le Représentant spécial. Nous sommes consternés par la forte hausse de 24 % du nombre des victimes civiles au cours du premier semestre de 2014 par rapport à la même période en 2013. Ces victimes civiles sont dues, pour les trois quarts d'entre elles, aux forces antigouvernementales. Nous voulons rappeler ici que les parties au conflit sont tenues d'établir une distinction entre civils et combattants.

Pour conclure, je voudrais dire toute notre gratitude au personnel de la MANUA pour son engagement sans faille dans des conditions difficiles. Il est essentiel que la MANUA soit dotée des moyens nécessaires à la poursuite de son action aux côtés du peuple afghan. En écho à la voix d'autres collègues, j'aimerais aussi exprimer la reconnaissance de ma délégation à Ján Kubiš pour le professionnalisme et la maîtrise remarquables avec lesquels il s'est acquitté de son mandat à la tête de la MANUA, à un moment crucial de la transition afghane. Par son action, M. Kubiš a incarné les principes et les valeurs des Nations Unies. Qu'il en soit chaleureusement remercié. Et nous souhaitons plein succès à son adjoint, M. Nicholas Haysom, qui reprendra le flambeau le 1er novembre prochaine.

M. Lamek (France) : Je remercie moi aussi le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Ján Kubiš, ainsi que l'Ambassadeur d'Afghanistan, M. Tanin, de leurs exposés.

Comme l'a rappelé M. Kubiš tout à l'heure, l'Afghanistan vient de connaître une phase intense d'activité électorale. En dépit des menaces et des violences, les électeurs se sont rendus nombreux aux urnes et ont marqué leur désir de contribuer démocratiquement à l'avenir de l'Afghanistan.

Nous comprenons que les discussions se poursuivent entre les deux principaux candidats pour la constitution d'un gouvernement d'unité nationale et nous espérons que ces pourparlers pourront déboucher rapidement sur un compromis acceptable par tous, dans l'intérêt du pays et du peuple afghan. Il est en effet essentiel que le nouveau gouvernement puisse se mettre au travail dans les meilleurs délais. L'audit électoral, conduit sous la supervision des Nations Unies et en présence de nombreux observateurs internationaux, s'est achevé récemment. Nous espérons que les résultats de l'élection seront bientôt publiés.

Au-delà du processus politique, les signes concernant la stabilisation de l'Afghanistan sont plutôt encourageants, mais les défis restent nombreux. La sécurité reste en particulier un enjeu de taille. La violence est encore très présente dans le pays. Les attaques récentes contre les civils, les forces de sécurité afghanes ou contre le personnel de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) sont particulièrement préoccupantes. Ces incidents témoignent d'une volonté de l'insurrection, à l'heure où la communauté internationale fait évoluer sa présence dans le pays, de faire douter les Afghans et leurs partenaires de la solidité des progrès obtenus. Nous ne devons pas fléchir face à ces tentatives d'intimidation. Alors que l'Afghanistan est en pleine transition, l'appui et les efforts des partenaires régionaux seront décisifs. La prochaine conférence ministérielle du processus d'Istanbul doit être une occasion de progresser dans cette direction.

Il apparaît clairement que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) sera

désormais en première ligne de l'engagement de la communauté internationale. Comme le montre le Secrétaire général dans son rapport (S/2014/656), la MANUA a déjà commencé à assumer ce rôle à mesure que la transition de la FIAS est entrée dans son ultime phase. Elle joue notamment un rôle central dans la crise électorale que nous connaissons encore aujourd'hui.

À l'avenir, la MANUA sera placée dans une situation plus centrale, mais aussi plus complexe. Le Représentant spécial aura vocation, au travers de sa mission de bons offices, à incarner la communauté internationale dans son dialogue avec les autorités politiques afghanes. Le mandat de la mission devra clairement déterminer ses tâches prioritaires, consolider ses succès, notamment la protection des droits de l'homme. Afin d'accompagner au mieux le nouveau gouvernement dans le renforcement de la souveraineté afghane, l'appui à la consolidation de l'état de droit et de la gouvernance démocratique devra constituer la première priorité dans le mandat de la mission.

Le mandat de la MANUA devra également tenir compte des défis majeurs pour la stabilité du pays et à cet égard, l'émergence d'une économie illicite liée au trafic de stupéfiants devra constituer un point d'attention particulier, dans la mesure où elle constitue un puissant facteur de déstabilisation du pays, non seulement en termes de corruption et de sécurité, mais également de santé publique et de développement. Nous pensons que la lutte contre le trafic de drogue doit être un élément central du dialogue politique de la MANUA avec les autorités afghanes, sans préjudice de l'action des autres entités des Nations Unies engagées en Afghanistan, comme l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. À cet égard, je voudrais rappeler que la France est également, avec la Russie, à l'origine du Pacte de Paris, principal cadre multilatéral des projets relatifs à la lutte contre le trafic d'héroïne en provenance de l'Afghanistan. La phase IV de ce Pacte a été adoptée en mars 2013 et couvre des programmes d'action pour la période 2013-2016, orientés notamment vers la lutte contre les flux financiers illicites issus du trafic et le renforcement de la coopération régionale.

Au moment de conclure, je voudrais moi aussi rendre hommage à l'action de M. Kubiš, et au-delà de M. Kubiš, de l'ensemble du personnel de la MANUA, qui travaille dans des conditions extrêmement difficiles en Afghanistan. Tous ont porté l'action des Nations Unies en Afghanistan à un niveau d'excellence qui fait honneur à notre organisation. Nous sommes convaincus que les Nations Unies et la MANUA auront un rôle majeur à jouer en Afghanistan dans les années à venir, sous la direction de Nick Haysom, dont nous saluons la prochaine entrée en fonctions.

Mme Paik Ji-ah (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, Ján Kubiš, de son exposé. Nous apprécions la qualité du travail qu'il a réalisé en Afghanistan en tant que Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Je remercie également l'Ambassadeur Tanin de ses observations.

L'Afghanistan se trouve à un moment critique de son cheminement vers la démocratie et la stabilité. Le peuple afghan a fait preuve de courage et de détermination pour que la passation de pouvoir entre les dirigeants aux deux tours de l'élection présidentielle se fasse de façon pacifique, démocratique. Or ce processus électoral prolongé continue d'avoir des retombées, relativement à l'incertitude politique et économique en Afghanistan et aux efforts déployés face à la multitude de défis qui se dressent devant le pays. L'audit électoral complet a été mené à bien par la Commission électorale indépendante d'Afghanistan, avec l'appui de la MANUA et des observateurs électoraux internationaux. Puisque nous en attendons les résultats définitifs sous peu, il est impératif que les deux candidats se conforment au résultat de l'audit. Parallèlement, nous exhortons les deux candidats à la présidence à conclure un accord en vue de la formation d'un gouvernement d'unité nationale, conformément aux engagements qu'ils ont pris le 12 juillet et au communiqué du 8 août. Il convient que les deux parties assument leurs responsabilités en respectant le désir de paix et de prospérité du peuple afghan pour l'avenir et qu'elles s'attèlent d'ores et déjà à relever les nombreux défis qui attendent le pays. Tout acte d'incitation à la violence et tout acte de violence, au cours de cette phase finale du processus électoral et de la mise en place d'un nouveau gouvernement, ne saurait être toléré.

Concernant la situation sur le plan de la sécurité, nous restons profondément préoccupés par les attaques délibérées dont font l'objet les civils et le personnel de la MANUA. Le rapport semestriel de la MANUA sur la protection des civils dans les conflits armés fait état d'une augmentation de 24 % des victimes civiles au cours du premier semestre de 2014 par rapport à la même période en 2013. Nous relevons également la tendance, inquiétante, à ce que les opérations au sol,

avec tirs d'armes légères et de roquettes, deviennent peu à peu la principale cause des pertes civiles.

Enfin, compte tenu du retrait du pays de la Force internationale d'assistance à la sécurité à la fin de 2014, une aide internationale constante et substantielle s'avère nécessaire, à l'appui non seulement des forces de sécurité afghanes mais également des autres grandes institutions nationales. Nous notons que les dirigeants de l'OTAN ont renouvelé, au cours du Sommet tenu au pays de Galles, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, leur engagement financier à l'appui des forces de sécurité afghanes jusqu'à la fin de 2017. Il est absolument fondamental que le Gouvernement afghan signe les nécessaires accords relatifs à la sécurité pour la mise en place d'une nouvelle mission de formation et d'assistance à l'attention des forces afghanes.

S'agissant de la mise en œuvre du Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo, nous reconnaissons les efforts déployés par le Gouvernement afghan en matière de lutte contre l'économie illicite et la corruption avec la promulgation des lois sur la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme. Nous appelons à leur pleine mise en oeuvre le plus rapidement possible.

La stabilité de l'Afghanistan répond à l'intérêt de toute la communauté internationale. Nous sommes en faveur d'une transition pacifique et sans heurt en Afghanistan, s'appuyant sur un gouvernement d'unité nationale, avec un partenariat et une ouverture véritables. Les aspirations des Afghans à la paix et à la prospérité manifestées durant le processus électoral doivent être respectées.

M. Gombo (Tchad) : Je voudrais moi aussi remercier M. Ján Kubiš, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), ainsi que l'Ambassadeur afghan, S. E. M. Zahir Tanin, de leurs exposés.

L'Afghanistan a connu un grand tournant dans sa vie politique avec la participation massive du peuple afghan lors des élections d'avril et de juin derniers pour choisir ses leaders. Malheureusement l'espoir suscité par ces élections a été quelque peu dissipé par l'impasse politique post-électorale dans laquelle se trouve actuellement le pays. À cet égard, nous saluons le rôle joué par la MANUA pour aider à décanter la situation à travers la signature de l'accord-cadre pour le décompte des voix par les candidats à la présidentielle, M. Abdullah Abdullah et M. Ashraf Ghani Ahmadzai. Nous félicitons et encourageons la MANUA pour le soutien en personnel et en moyens logistiques et techniques ayant permis le déroulement de cet audit électoral. Nous saluons aussi les efforts du Secrétaire d'État des États-Unis, M. John Kerry, pour aboutir à la signature de l'accord de vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale après la proclamation des résultats.

Dans ce même esprit, le Tchad soutient l'appel récent du Conseil des oulémas afghans lancé aux deux candidats à résoudre rapidement cette crise et à former un gouvernement d'union nationale afin de répondre aux aspirations du peuple afghan. Nous réitérons nos encouragements à toutes les composantes de la société afghane, notamment les partis politiques, les autorités traditionnelles et religieuses, ainsi que la société civile, pour leur volonté de résoudre la crise par un processus de dialogue direct et inclusif, seul gage de la préservation de la paix en Afghanistan.

La situation post-électorale actuelle ne doit pas occulter les défis majeurs auxquels l'Afghanistan est confronté et qui nécessitent l'appui constant de la communauté internationale, notamment dans les domaines humanitaire, de la sécurité et de la lutte contre le trafic de drogue, le terrorisme et l'extrémisme. Nous nous réjouissons des efforts politiques et diplomatiques déployés aux niveaux régional et international pour la consolidation de la paix et de la sécurité en Afghanistan et encourageons leurs promoteurs à continuer dans cette voie.

Le Tchad félicite la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) pour les efforts constants déployés pendant et après la période électorale en vue d'assurer la sécurité en Afghanistan ainsi que pour les résultats remarquables en matière de lutte contre la drogue. Étant donné que le mandat de cette force tire à sa fin, nous soulignons l'importance de parvenir à une décrispation rapide de la situation politique en Afghanistan, afin que la question de la sécurité trouve une solution durable après le départ de la FIAS.

Le Tchad condamne toutes les violences et tous les actes terroristes perpétrés par les Taliban liés à Al-Qaida et les autres groupes armés. Ces actes inhumains et cruels constituent des crimes graves contre l'humanité et leurs auteurs doivent être poursuivis et traduits en justice. Nous considérons que le terrorisme sous toutes

ses formes et dans toutes ses manifestations est criminel et injustifiable, quels qu'en soient les mobiles.

Pour conclure, nous réaffirmons notre soutien à l'appel lancé par le Secrétaire général en vue de l'augmentation de l'assistance humanitaire en Afghanistan et à la décrispation de la situation politique par l'acceptation du choix exprimé par le peuple afghan. Nous saluons les efforts de médiation du Secrétaire général et de son secrétaire général adjoint chargé des affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, invitant les deux candidats à reconnaître les résultats du décompte électoral suivant le protocole d'accord qu'ils ont eux-mêmes signé. Nous réitérons également notre demande à la communauté internationale et au futur gouvernement afghan de prendre toutes les mesures nécessaires pour le renforcement de la sécurité après le départ de la FIAS afin d'éviter le scénario actuel en Iraq.

Nous rendons un hommage mérité à M. Ján Kubiš, Représentant spécial sortant, pour les efforts courageux et inlassables dont il a fait montre à la tête de la MANUA et félicitons son remplaçant, M. Nicholas Haysom, pour sa nomination. Nous lui souhaitons plein succès dans sa nouvelle mission. Enfin, nous félicitons et encourageons tout le personnel des Nations Unies et des organismes humanitaires qui, en dépit des conditions difficiles dans lesquelles il exerce en Afghanistan, continue à donner le meilleur de lui-même pour venir en aide au peuple afghan.

Mme Kawar (Jordanie) (*parle en arabe*) : Je remercie M. Ján Kubiš, Représentant spécial du Secrétaire général en Afghanistan, pour les informations fournies et pour son dévouement et son travail sans relâche dans l'intérêt du peuple afghan.

Je voudrais également remercier le Représentant permanent de l'Afghanistan, M. Tanin, de sa déclaration.

Nous suivons de près les résultats du processus démocratique en Afghanistan. En effet, le peuple afghan a courageusement exercé son libre arbitre au cours d'élections historiques et transparentes. Nous espérons qu'un gouvernement d'unité nationale verra le jour le plus rapidement possible. Les aspirations et l'optimisme du peuple afghan ont laissé place à un sentiment de déception et d'inquiétude face à l'avenir du fait de la crise post-électorale actuelle. Nous appelons donc les candidats à coopérer sans délai afin de mettre en œuvre les volets technique et politique de l'accord du 12 juillet 2014 et de trouver ainsi une solution appropriée à cette crise. Nous appelons également les candidats ainsi que toutes les parties afghanes à garantir une passation des pouvoirs pacifique et démocratique et à éviter toute escalade qui pourrait avoir des conséquences désastreuses pour l'avenir du pays.

L'Afghanistan va sans doute rencontrer des difficultés pendant et après la période transitoire. Il va devoir affronter des défis économiques et politiques interdépendants, d'autant plus que des forces extrémistes tâchent de faire perdurer l'insécurité et l'instabilité dans le pays. Par conséquent, la communauté internationale doit apporter un soutien important, continu et actif pendant et après la période de transition. Elle doit honorer ses engagements et fournir les moyens nécessaires, notamment pour renforcer le secteur de la sécurité, car la situation en matière de sécurité en Afghanistan reste difficile, les forces de sécurité et les civils demeurant la cible d'attaques terroristes contre lesquelles nous n'aurons jamais de mots assez durs. Il faut également que l'ONU poursuive son travail en Afghanistan en s'adaptant aux évolutions sur le terrain durant la période à venir. En outre, il convient de renforcer le partenariat avec l'Afghanistan, car la communauté internationale ne peut pas se permettre de rester les bras croisés tandis que la situation dans le pays se détériore.

La coordination entre le travail politique et le travail dans le domaine du développement et les efforts fournis en vue de la réforme, ainsi que la mise à jour des priorités de développement sont autant d'éléments nécessaires pour parvenir au développement durable et renforcer l'économie afghane. Les responsables afghans, durant cette période critique, doivent poursuivre les réformes politiques et économiques qui visent à renforcer l'état de droit, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et à préserver les acquis engrangés durant les années précédentes. Je pense notamment aux progrès réalisés en matière de droits de l'homme, qui ne doivent pas souffrir du fait de la récente crise. Nous exhortons le prochain président à s'attaquer à la multitude de défis qui menacent la situation des droits de l'homme dans le pays.

Nous espérons assister à une coopération régionale croissante et à une meilleure entente entre l'Afghanistan et ses voisins, ainsi qu'à la continuation des forums et réunions visant à renforcer les perspectives de coopération économique. En conséquence, nous nous félicitons de la dynamique positive dans les relations bilatérales de l'Afghanistan avec ses voisins et nous appuyons tous les efforts visant à renforcer la confiance au niveau régional.

Mme Ogwu (Nigéria) (*parle en anglais*) : Merci, Madame la Présidente, d'avoir organisé ce très important débat. Je tiens aussi à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Ján Kubiš, de son exposé. Je prends acte de la présence du Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Tanin, et le remercie beaucoup de sa déclaration, qui est porteuse d'immenses espoirs.

La participation enthousiaste du peuple afghan au processus électoral, étendu sur trois mois, marque un tournant dans l'évolution politique du pays. Elle indique aussi que l'Afghanistan est sur la voie du progrès et de la stabilité. Nous applaudissons aux efforts de la Commission électorale indépendante pour garantir l'intégrité du processus électoral.

Dans le cadre de ces efforts, 110 784 observateurs électoraux ont été accrédités par la Commission avant le second tour des élections, et 2 000 bureaux de vote supplémentaires ont été ouverts dans les centres électoraux existants afin d'améliorer l'accès aux urnes. Sur les 6 365 centres électoraux ouverts le jour des élections, il est remarquable que seulement 140 aient été fermés pour des raisons de sécurité.

Nous sommes préoccupés par le fait que la tension persistante entre les dirigeants politiques ait retardé la conclusion du processus électoral. Nous louons les efforts de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), des États-Unis d'Amérique et des autres partenaires pour résoudre l'impasse en s'entremettant entre les candidats qui ont conclu un accord le 12 juillet. Nous croyons que cet accord, avec le communiqué du 8 août, qui appelait à un audit de tous les votes et à l'engagement de toutes les parties à en respecter le résultat, constitue une solution visible et réaliste de l'impasse. Il est particulièrement important que les deux candidats à la présidence aient accepté de former un gouvernement d'unité nationale. Nous les exhortons, ainsi que leurs partisans, à respecter ces accords et à faire en sorte que le processus électoral en cours soit résolu pacifiquement dans l'intérêt suprême du peuple afghan. Nous saluons l'achèvement réussi de l'audit, le 4 septembre, et nous escomptons que les résultats en seront rendus publics aussitôt que possible. Cela marquera le couronnement du premier transfert démocratique du pouvoir qui ait jamais eu lieu en Afghanistan.

Il est déconcertant que les Taliban et autres groupes d'insurgés aient décidé de tirer parti de l'impasse électorale prolongée et du retrait progressif du contingent militaire international pour conduire leurs activités destructrices partout dans le pays. Nous constatons avec une préoccupation accrue que les civils sont les plus touchés, avec un nombre toujours plus grand de femmes et d'enfants tués ou blessés. Nous condamnons ces attaques et louons l'abnégation et le courage des forces nationales afghanes alors qu'elles poursuivent la lutte contre les terroristes. Il est capital d'envisager d'élargir la procédure d'inscription sur la liste créée en vertu du régime de sanctions mis en place par la résolution 1988 (2011) pour y inscrire les Taliban responsables de la nouvelle vague de terreur en Afghanistan. À cet égard, il reste essentiel que l'Afghanistan maintienne ses contacts avec ses voisins aux fins de promouvoir la coopération régionale. Nous nous félicitons des plans formés en vue de la Conférence ministérielle sur le Processus d'Istanbul-Coeur de l'Asie qui se tiendra à Tianjin (Chine) aux fins d'approfondir la coopération régionale et d'inciter le Gouvernement afghan à saisir le moment et à recueillir au maximum les bénéfices de ce mécanisme.

Le Nigéria se félicite des initiatives renouvelées du Secrétaire général et de son équipe s'agissant de trouver une solution durable à la situation en Afghanistan. L'aspect le plus notable en est son récent engagement avec les parties, qui donne déjà des résultats tangibles.

Je tiens à m'associer aux collègues qui ont pris la parole avant moi pour exprimer ma profonde gratitude à M. Kubiš pour l'habileté avec laquelle il dirige la MANUA et pour ses remarquables réussites et accomplissements. Nous lui formulons nos meilleurs voeux d'avenir.

M. Barros Melet(Chili) (*parle en espagnol*) : Nous apprécions à leur valeur les exposés faits par M. Ján Kubiš, Représentant spécial du Secrétaire général, et par M. Tanin, Représentant permanent de l'Afghanistan. Je commence ma déclaration en soulignant le rôle important joué par les Nations Unies dans le comptage des bulletins de vote après les accusations de fraude électorale durant le deuxième tour des élections présidentielles en Afghanistan, le 14 juin. Et nous nous associons au Secrétaire général pour louer la bravoure et la détermination des millions d'hommes et de femmes qui ont participé aux deux tours des élections, que ce soit en tant qu'électeurs, candidats, agents électoraux ou observateurs. Le peuple afghan a agi de façon exemplaire au service d'une transition pacifique, transparente et démocratique. Mais, comme l'a précisé le Représentant spécial du Secrétaire

général, tous ces efforts pourraient n'aboutir à rien si un gouvernement d'unité nationale n'est pas formé aussitôt que possible. Pour cette raison, la communauté internationale continue d'être appelée à jouer un rôle crucial de soutien afin de créer des cadres de dialogue entre tous les Afghans. Il est important de promouvoir le dialogue, l'ouverture à tous et le consensus entre les Afghans; c'est là un facteur essentiel s'agissant d'édifier un pays capable de se suffire à lui-même avec de solides institutions démocratiques et l'état de droit.

Concernant le processus politique, le Chili appuie le processus de réconciliation nationale, qui vise les Afghans et qu'ils dirigent, avec pour objectif d'instaurer la paix et la stabilité dans le pays et dans l'ensemble de la région. Nous exprimons notre ferme appui au Haut Conseil pour la paix s'agissant d'encourager la réconciliation nationale. Non moins importante est la nécessité pour le nouveau gouvernement de respecter ses engagements publics et de conclure un accord politique sur un gouvernement d'unité nationale. Nous espérons aussi que la communauté internationale soutiendra le Gouvernement et le peuple afghans, collaborant avec eux pour créer un environnement qui soit propice au processus de réconciliation. L'avènement d'un Afghanistan moderne, démocratique et prospère dépend, dans une large mesure, du succès du processus de réconciliation dans le cadre d'une stratégie globale de promotion et de protection des droits de l'homme, ainsi que de l'accès de tous les Afghans à l'éducation, à la santé et au travail. C'est là une priorité pour garantir que les progrès faits par l'Afghanistan en matière de droits de l'homme depuis 2001 s'accélèrent et s'affermissent. Le Gouvernement afghan a pour responsabilité indéniable de veiller à la pleine application de la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes de manière que les auteurs de ce type de violences aient à répondre de leurs actes. Il est non moins important que la communauté internationale continue de participer aux partenariats à long terme avec l'Afghanistan, soutenant les efforts du pays durant la période de transition et au-delà de 2014.

Nous appelons de nouveau la communauté internationale à continuer d'appuyer le peuple afghan et de renforcer sa capacité à relever les défis qui se posent au pays au plan de la sécurité.

Enfin, nous remercions très sincèrement M. Kubiš de son travail et lui souhaitons plein succès à l'avenir.

Sir Mark Lyall Grant (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son rapport (S/2014/656). Je remercie le Représentant spécial, M. Kubiš, de son exposé et l'Ambassadeur Tanin de sa déclaration ce matin. Étant donné que c'est probablement la dernière fois qu'il participe à une séance du Conseil, je voudrais rendre un hommage chaleureux à M. Ján Kubiš qui, ces trois dernières années, a œuvré sans relâche pour apporter paix et stabilité à l'Afghanistan. Nous lui souhaitons plein succès dans ses activités futures.

Je concentrerai mes observations sur quatre questions : le dernier Sommet de l'OTAN, le processus électoral, les prochaines phases en Afghanistan, et le rôle de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté internationale.

Le Sommet de l'OTAN qui s'est tenu au début du mois aux pays de Galles a été une importante occasion pour marquer les réalisations de la Force internationale d'assistance à la sécurité et les sacrifices qu'elle a consentis. Les forces afghanes dirigent maintenant 99 % des opérations de combat sur l'ensemble du territoire de l'Afghanistan, et elles se montrent de plus en plus efficaces. Le Sommet a montré aussi que la communauté internationale restait constamment engagée en faveur de l'Afghanistan. Nous avons réaffirmé l'engagement pris à Chicago en 2012 en faveur du soutien aux Forces nationales de sécurité afghanes tout au long de la décennie de transformation. Le Royaume-Uni a annoncé qu'il continuera de verser plus de 100 millions de dollars chaque année pour appuyer les Forces nationales de sécurité afghanes durant les trois prochaines années et d'œuvrer avec les partenaires internationaux à la formation des futurs dirigeants par le biais de l'École d'officiers de l'Armée nationale afghane.

S'agissant du processus électoral, je tiens à saluer les efforts remarquables du Représentant spécial, M. Kubiš, et de son équipe et les féliciter du travail qu'ils ont accompli ces derniers mois pour appuyer les institutions électorales indépendantes en Afghanistan. Ensemble, après une dure période, ils ont œuvré avec efficacité à l'achèvement de l'audit de l'élection présidentielle afghane. Mais, comme le Représentant permanent de l'Afghanistan l'a précisé, la situation demeure mouvante et incertaine. Alors que ce qui s'apparente à un long processus tire à sa fin, le Conseil doit adresser un message ferme aux deux candidats pour les exhorter à avoir des relations constructives dans les jours qui viennent dans le cadre des efforts visant à régler leurs différends dans le calme et à œuvrer en faveur d'un accord qui mettrait en place un nouveau gouvernement d'unité. Ils doivent continuer d'agir dans l'intérêt bien compris du peuple afghan.

Le Royaume-Uni reste fermement attaché à un partenariat durable avec l'Afghanistan. Nous devons, ensemble, adopter une approche constructive et donner un coup d'accélérateur aux réformes essentielles et aux priorités fondamentales. Nous attendons avec intérêt la conclusion de l'accord de sécurité bilatéral entre les Gouvernements de l'Afghanistan et des États-Unis et de celui sur le statut des forces de l'OTAN, deux importantes mesures pour garantir un futur appui international.

L'Afghanistan doit aussi faire face à d'importants enjeux au niveau national. Il faut agir d'urgence pour stabiliser l'économie et préserver les importants gains enregistrés en matière de droits de l'homme, en particulier des femmes et des enfants. Un processus de paix inclusif reste essentiel. Un nouveau gouvernement afghan doit aussi continuer de coopérer avec les partenaires régionaux clefs dans le cadre d'initiatives comme le processus « Au cœur de l'Asie » afin de préserver les importants progrès faits à ce jour.

Le Royaume-Uni attend avec impatience de coprésider la conférence de Londres sur l'Afghanistan prévue cette année. Cette conférence sera une occasion supplémentaire pour la communauté internationale de se montrer solidaire avec l'Afghanistan, et pour le nouveau Gouvernement d'exposer sa vision des réformes et de la réalisation de nos priorités communes. L'appui du Conseil et le travail de la MANUA seront essentiels dans cet effort, tant pour exprimer nos attentes que pour apporter un appui essentiel sur le terrain.

C'est un moment extraordinaire pour l'Afghanistan. À la veille d'un moment vraiment historique de leur existence, nous exhortons toutes les parties en Afghanistan à agir dans l'intérêt du peuple afghan. Nous exhortons la communauté internationale à apporter son plein appui.

M. Nduhungirehe (Rwanda) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier de son exposé M. Ján Kubiš, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Étant donné que c'est la dernière fois qu'il intervient au Conseil es-qualité, je saisis cette occasion pour le féliciter de son dévouement et de ses réalisations en Afghanistan, ainsi que toute son équipe. Je remercie de sa déclaration le Représentant permanent de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies, l'Ambassadeur Zahir Tanin.

L'Afghanistan doit encore relever d'importants défis sur les plans politique et de la sécurité. Alors que nous sommes réunis ici, des millions d'Afghans attendent encore patiemment la proclamation des résultats définitifsde l'élection présidentielle, qui débouchera sur le premier transfert démocratique du pouvoir que le pays ait jamais connu. La participation enthousiaste des votants malgré les graves risques sécuritaires encourus a suscité l'espoir et témoigné de la volonté du peuple afghan de prendre en mains les rênes de son pays. Il serait regrettable que le blocage au sujet des résultats de l'élection compromette l'avenir du pays.

À cet égard, le Rwanda est encouragé par le fait que les deux candidats se soient accordés sur une vision commune concernant l'audit de l'élection et sur la formation d'un gouvernement d'unité nationale. En attendant les résultats de l'audit, nous nous félicitons des consultations entreprises par le Président Hamid Karzaï avec les deux équipes de campagne en vue de sortir de l'impasse et veiller à ce que le climat politique actuel n'entraîne pas de nouveau l'Afghanistan dans le conflit. Nous appelons les deux candidats à faire preuve de leadership et à aider ce processus à aller de l'avant.

En cette phase critique, l'Afghanistan a besoin d'un appui international continu. C'est à cet égard que nous félicitons le Secrétaire général Ban Ki-moon et le Secrétaire d'État des États-Unis, M.John Kerry, des efforts qu'ils ont déployés pour convaincre les deux candidats de former un gouvernement d'unité.

Pour que l'Afghanistan retrouve durablement la stabilité et la sécurité, nous sommes tous d'accord ici au Conseil qu'il faut qu'il y ait un processus de paix et de réconciliation dirigé et pris en main par les Afghans eux-mêmes, en tant que fondement de la paix en Afghanistan et dans la région. Mais cela ne semble pas possible étant donné la violence actuelle perpétrée par les Taliban et autres groupes armés, que nous condamnons avec force. Il nous est rappelé que l'impasse politique qui se prolonge est aussi un facteur d'instabilité, car elle renforce les saboteurs, notamment les Taliban, qui profitent de la situation pour déstabiliser encore davantage le pays.

À cet égard, nous félicitons les Forces nationales de sécurité afghanes qui, depuis le mois de juin de l'année dernière, ont fait la preuve de leur capacité d'assurer la sécurité du pays malgré un certain nombre d'incidents en matière de sécurité, notamment des attaques contre les civils et le personnel de l'ONU. La communauté internationale doit continuer d'appuyer les

forces afghanes en renforçant leurs capacités, tant en termes de formation que d'équipement, en particulier après 2014, en vue de leur permettre de contrer de façon décisive les menaces en cours, notamment la criminalité organisée et le trafic de drogue.

Prenant note de la baisse de 63 % de l'éradication de la production d'opium en 2014 par rapport à 2013, attribuée aux efforts déployés par les forces afghanes de sécurité pour protéger le processus électoral, nous sommes convaincus qu'une action collective soutenue est importante dans la région pour réduire la menace que ne ce cessent de poser le trafic de drogue et la criminalité organisée.

La coopération régionale, essentiellement avec les pays voisins, est de la plus haute importance dans des domaines d'intérêt commun, comme la campagne de lutte à long terme contre les stupéfiants, la sécurité, la lutte contre le terrorisme, la réconciliation et le développement économique. Nous estimons que la réunion du Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération régionales pour la paix et la stabilité en Afghanistan, à Taijin, et le leadership de la Chine, sont importants à cet égard.

L'incertitude politique et la période électorale qui se prolonge dans le pays ont grandement nui à l'économie de l'Afghanistan, ce qui a entraîné une baisse de la confiance des investisseurs et une réduction des recettes. Nous nous félicitons à cet égard de ce qu'une conférence ministérielle sur le développement en Afghanistan est prévue à Londres en novembre. Nous espérons qu'à cette conférence, la communauté des donateurs pourra combler le déficit de financement qui se creuse et que le nouveau Gouvernement reconfirmera son partenariat avec les bailleurs de fonds, conformément au Cadre de responsabilité mutuel de Tokyo.

En conclusion, nous estimons que pour relever les énormes défis futurs, les Afghans ont besoin de dirigeants fermes qui n'épargneront aucun effort pour garantir la croissance économique et une gouvernance inclusive, tout en luttant contre l'insécurité et les drogues illicites, entre autres.

Étant donné la réduction des effectifs de la Force internationale d'assistance à la sécurité prévue à la fin de l'année, nous demandons à la communauté internationale et en particulier à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan de continuer à apporter son concours au peuple afghan et à la nouvelle administration en vue de les aider à relever les défis multiformes auxquels ils sont confrontés.

M. Wang Min (Chine) (*parle en chinois*) : Je voudrais remercier le Représentant spécial, M. Ján Kubiš, de son exposé. Je voudrais également remercier le Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Tanin, de sa déclaration.

Ces dernières années, grâce aux efforts inlassables du peuple et du Gouvernement afghans, des progrès notables ont été accomplis en ce qui concerne la reconstruction pacifique de l'Afghanistan. Cependant, le pays est également confronté à de nombreux défis et risques. La Chine espère que le processus de transition pacifique sera mené à bon terme afin que le peuple afghan puisse concentrer ses efforts sur le développement.

À cet égard, je voudrais mettre en relief les points suivants.

Premièrement, la Chine se réjouit de ce que les deux tours de l'élection présidentielle se soient déroulés dans un calme relatif, ce qui représente un pas important dans le renforcement des institutions de l'État afghan et reflète les aspirations du peuple afghan à la paix et à une vie meilleure. Dans le même temps, la Chine a pris note des désaccords entre les parties concernées relativement au dépouillement des votes au second tour. Nous saluons le rôle constructif que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a joué dans le processus de vérification. Par ailleurs, nous espérons vivementt que les acteurs concernés en Afghanistan placeront les intérêts fondamentaux de leur pays et de leur peuple avant toute autre considération, régleront leurs différends au moyen du dialogue et de la concertation, mèneront à bon terme le processus électoral, formeront un nouveau gouvernement le plus tôt possible et maintiendront la stabilité et l'unité nationales.

Deuxièmement, la Chine appuie fermement les efforts déployés par les Afghans en vue de l'aboutissement d'un processus de réconciliation dirigé et pris en main par eux-mêmes. Nous sommes favorables à ce que le Haut Conseil pour la paix joue un rôle important à cet égard. Nous espérons que la communauté internationale aidera l'Afghanistan à faire avancer le processus de réconciliation, en toute indépendance. Nous nous félicitons également de l'aide constructive fournie par les pays voisins à cet égard.

Troisièmement, la Chine est vivement préoccupée par l'augmentation du nombre d'incidents de sécurité

dans plusieurs régions du pays et du nombre de victimes civiles. Nous appuyons les efforts de l'Afghanistan visant à renforcer la capacité de ses forces de sécurité et de sa police pour qu'elles puissent faire face aux diverses menaces à la sécurité. Nous nous félicitons du concours que la communauté internationale continue d'apporter à cet égard. Dans le même temps, les initiatives internationales doivent tenir dûment compte des préoccupations légitimes des parties concernées, en particulier les pays de la région.

Quatrièmement, la Chine appelle la communauté internationale à honorer ses engagements et à continuer d'apporter son appui et de fournir une aide économique à l'Afghanistan sans interruption. Il faut s'attacher avant tout à aider l'Afghanistan à mettre en œuvre les priorités énoncées dans son plan national de développement, à renforcer ses capacités afin de parvenir à l'autosuffisance en matière de développement économique et social et à éliminer les conditions qui favorisent le terrorisme, la production et le trafic de drogues et la criminalité transfrontalière organisée.

Cinquièmement, la Chine appuie les efforts déployés par l'Afghanistan pour participer plus activement à la coopération régionale, pour renforcer la confiance mutuelle avec les pays de la région et pour renforcer la coopération dans divers domaines, sur la base du respect mutuel, de l'égalité et des avantages mutuels. Il faut tirer pleinement parti du rôle que jouent l'Organisation de Shanghai pour la coopération et les autres mécanismes régionaux en vue de réaliser les objectifs communs en matière de sécurité et de développement et pour que la question afghane soit réglée en cohérence avec les intérêts communs du peuple afghan et des peuples de la région dans son ensemble.

Sixièmement, la Chine est favorable à ce que l'ONU joue un rôle de chef de file dans la coordination des efforts internationaux visant à régler la question afghane. Nous espérons que la MANUA s'acquittera de ses fonctions avec dynamisme conformément à son mandat, améliorera sa communication avec le Gouvernement, coordonnera l'assistance internationale et renforcera la confiance de la communauté internationale dans le processus de transition en Afghanistan.

Nous saluons le rôle important qu'a joué par le Représentant spécial Ján Kubiš pour promouvoir une transition pacifique en Afghanistan et nous lui souhaitons plein succès dans ses activités futures. La Chine, qui est l'un des pays voisins de l'Afghanistan, a toujours respecté la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan et respecte la voie de développement que les Afghans ont choisie en tenant compte des réalités de leur pays. Nous participons activement à la reconstruction pacifique de l'Afghanistan et nous sommes déterminés à renforcer notre partenariat stratégique. Nous nous réjouissons à la perspective de voir émerger un Afghanistan uni, stable et accueillant, qui jouit d'un développement durable.

Le Ministère chinois des affaires étrangères a récemment nommé un envoyé spécial pour l'Afghanistan pour améliorer nos échanges. Nous resterons en contact étroit avec le Gouvernement afghan et les acteurs concernés afin d'arrêter, dès que possible, les dates de la quatrième Conférence ministérielle sur le Processus d'Istanbul. La Chine est prête à œuvrer avec la communauté internationale afin de jouer un rôle constructif pour aider l'Afghanistan à parvenir à la réconciliation politique, au relèvement économique, et à une paix et un développement durables.

Mme Murmokaitė (Lituanie) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Ján Kubiš, de son exposé et lui exprimer la gratitude de ma délégation pour le leadership dont il a fait preuve pendant toute la durée de son mandat à la tête de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Je remercie également l'Ambassadeur Tanin de sa déclaration.

Avec l'appui de la communauté internationale, au cours de la décennie écoulée, l'Afghanistan a fait des progrès importants dans plusieurs domaines, notamment l'état de droit, le renforcement des capacités nationales, les droits de l'homme, la participation des femmes, les services d'enseignement et de santé et le développement des infrastructures. Les élections tenues cette année ont été une occasion pour les Afghans de réitérer leur volonté d'assumer la responsabilité de l'avenir de leur pays. Le taux de participation a été plus qu'éloquent. Nombreux sont ceux qui ont choisi d'aller aux urnes en dépit des intimidations et de menaces de mort.

Vu que les résultats préliminaires du processus de vérification des votes du second tour de la présidentielle n'ont pas encore été annoncés, nous exhortons les deux candidats – M. Abdullah Abdullah et M. Ashraf Ghani – à placer les intérêts de leur peuple avant toute autre considération et à démontrer leur passion politique pour l'avenir l'Afghanistan en formant un gouvernement d'union nationale. Il faut tout mettre en œuvre pour éviter tout acte susceptible de faire dérailler le processus de transformation historique de l'Afghanistan.

Nous saluons le rôle de premier plan qu'a joué l'ONU en faisant droit aux demandes de l'Afghanistan pour appuyer l'accord du 12 juillet. La supervision du processus de vérification a été sans précédent en termes d'ampleur, d'exhaustivité et de minutie. L'excellent travail réalisé par la MANUA en coordination avec les équipes de la Force internationale d'assistance à la sécurité, de l'Union européenne et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ont été d'une importance cruciale pour s'assurer que les résultats de l'élection reflètent véritablement la volonté du peuple afghan.

Les tentatives des réseaux de terroristes et d'insurgés visant à profiter de la crise électorale prolongée et l'augmentation du nombre d'actes violence de dans le pays nous préoccupent vivement. La forte augmentation du nombre de morts et de blessés parmi les civils en 2014 en raison de l'escalade des affrontements au sol entre les éléments antigouvernementaux et les forces de sécurité afghanes, des actes terroristes et de l'emploi d'engins explosifs improvisés, notamment dans les zones peuplées par des civils, est une tendance inquiétante.

Nous exhortons toutes les parties à respecter les obligations qu'elles ont de protéger la population civile en vertu du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme. Les auteurs d'actes de violence contre la population civile doivent être traduits en justice. Nous condamnons également toute incitation et toute attaque contre le personnel de l'ONU et d'autres membres du personnel international, les travailleurs humanitaires et le personnel médical, ainsi que leurs biens et installations. Il faut impérativement mettre fin à l'impunité pour de telles attaques. La responsabilisation doit devenir partie intégrante du fonctionnement du nouvel Afghanistan.

Le maintien de l'aide internationale sera essentiel dans les années à venir pour appuyer la transformation de l'Afghanistan. Nous saluons la déclaration du Sommet du pays de Galles sur l'Afghanistan, qui souligne l'importance de la mission « Soutien résolu » qui sera lancée après 2014 pour contribuer à la poursuite du développement des forces professionnelles de sécurité afghanes et qui envoie un message fort quant à la nécessité pour la communauté internationale de continuer à apporter son appui en faveur de la protection des droits de l'homme, le développement des secteurs social, de l'enseignement et de la santé, et pour ce qui est de l'importance que revêt la coopération politique et économique à long terme.

Dans ce contexte, nous soulignons qu'il faut conclure d'urgence l'accord sur le statut des forces, pour que les efforts d'assistance en matière de sécurité puissent se poursuivre sans heurts. La Lituanie reste engagée à appuyer le développement et la démocratie en Afghanistan. Notre coopération avec le peuple afghan et notre aide, y compris un appui financier aux Forces de sécurité nationales afghanes, se poursuivront comme nous l'avons indiqué à l'occasion du sommet de Chicago, de la Conférence de Tokyo et d'autres réunions sur l'Afghanistan.

La Lituanie travaillera en étroite collaboration avec l'Afghanistan après 2014 dans le cadre d'une nouvelle mission de formation, une fois que tous les accords nécessaires seront conclus.

Nous sommes bien conscients des défis qui attendent l'Afghanistan. Des progrès supplémentaires s'imposent pour parvenir à la paix et la réconciliation, renforcer les relations régionales, y compris par l'entremise du Processus d'Istanbul et par des voies bilatérales, lutter contre l'économie illicite et promouvoir l'état de droit. Le nouveau gouvernement devra intensifier les mesures destinées à améliorer la situation économique du pays et à lutter contre la corruption et le trafic de drogue – questions qui ont été évoquées par d'autres délégations –, et s'attacher à mettre en œuvre les mesures visant à lutter contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent.

En ce qui concerne les droits des femmes, nous notons que les incidents de violence contre les femmes ne sont pas toujours signalés, en particulier dans les zones rurales, par crainte de la stigmatisation sociale, de l'exclusion ou de représailles. À l'instar de nos collègues de l'Australie et du Luxembourg, nous encourageons le Gouvernement afghan à poursuivre ses efforts pour mettre en œuvre le plan d'action national afghan sur les femmes et la paix et la sécurité, les recommandations formulées en 2013 par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et la loi de 2009 sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Une participation véritable et digne de ce nom des femmes aux efforts en faveur de la paix et de la réconciliation, y compris au sein des jirga de paix et des conseils provisoires, fait partie intégrante des efforts visant à promouvoir une paix et un développement durables dans le pays.

Il est indispensable de garantir la sécurité et la dignité des femmes sur les lieux de travail afin de leur permettre de se joindre à la fonction publique. Il faut également poursuivre avec énergie le recrutement, la formation et la rétention des femmes dans les Forces nationales de sécurité afghanes.

Enfin, l'acceptation par les candidats présidentiels des résultats des élections et la formation d'un gouvernement d'unité nationale sont aujourd'hui pour l'Afghanistan les priorités les plus urgentes. Tous les regards sont tournés vers les deux candidats. Ils ne peuvent ni ne doivent décevoir les attentes d'un pays qui a tant souffert. L'Afghanistan a besoin de dirigeants forts, d'un gouvernement d'unité nationale compétent, un partenaire solide de la communauté internationale, qui soit prêt à continuer à travailler en étroite coopération avec le pays en vue d'instaurer un avenir durable, pacifique et prospère pour tous les Afghans.

M. De Antueno (Argentine) (*parle en espagnol*) : Je remercie le Représentant du Secrétaire général, M. Ján Kubiš, pour sa présentation du rapport du Secrétaire général (S/2014/656), ainsi que le Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Tanin, pour son intervention.

Tandis que nous attendons le résultat du second tour de l'élection présidentielle, l'Argentine appelle les candidats et les parties à accepter le résultat du recomptage des voix afin que le pays continue à consolider sa transition politique, à renforcer la stabilité et à cimenter son unité nationale. Les défis qui attendent les nouvelles autorités sont bien connus et incluent le désir général de paix du peuple afghan et sa volonté d'établir des relations d'amitié avec les pays voisins. À cet égard, nous saluons les efforts déployés par l'ONU et par le Secrétaire d'État des États-Unis en vue de créer un espace de dialogue entre les deux candidats à la présidence et de parvenir à l'engagement que la transition politique sera le fait d'un gouvernement d'unité nationale. Nous tenons également à souligner les efforts menés par l'Afghanistan et le Pakistan pour accroître et améliorer la coopération dans le domaine de la sécurité nationale, laquelle pourrait également être étendue à d'autres domaines importants.

L'Argentine note avec préoccupation la multiplication des incidents sécuritaires survenus pendant le second tour des élections et après la publication des résultats. Nous déplorons les attaques perpétrées par les Taliban, ainsi que celles commises par des bandes criminelles et des groupes terroristes nationaux et internationaux. À cet égard, nous notons que ces attaques ont visé des objectifs militaires autant que civils, faisant essentiellement des victimes innocentes, notamment des femmes et des enfants. Comme le Secrétaire général, nous croyons dans l'importance du rôle des Forces nationales de sécurité afghanes qui ont donné la preuve de leur capacité et de leur efficacité à faire face aux menaces multiples posées à la paix dans le pays. Toutefois, comme cela est fort bien dit dans le rapport du Secrétaire général, ces efforts nécessiteront, dans une mesure plus ou moins grande, l'aide de la communauté internationale au cours des prochaines années à venir, si l'objectif est d'instaurer une paix et une stabilité durables.

Nous souhaitons appeler l'attention sur la nécessité d'intensifier les efforts humanitaires contre la malnutrition infantile chronique que connaît le pays. C'est pourquoi nous préconisons que des ressources soient allouées, par le biais d'un fonds humanitaire commun, afin d'appuyer en priorité l'intervention de l'ONU et d'autres partenaires non gouvernementaux dans les provinces où la malnutrition est la plus marquée et la plus problématique. Nous nous félicitons également des progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d'action pour la prévention du recrutement de mineurs.

L'Argentine appuie les efforts visant à empêcher la production et le trafic de drogues en Afghanistan. Nous soulignons le rôle important joué par l'ONU en matière de suivi de cette question, et l'appui qu'elle accorde aux efforts nationaux. Nous tenons à rappeler également qu'il importe de coordonner les divers organes du système afin de garantir une démarche globale face à ce problème. Enfin, nous rappelons que le rôle de l'ONU reste fondamental, tant pour aider le futur Gouvernement d'unité nationale à s'acquitter de ses obligations en matière de sécurité et de développement, que pour collaborer à la coordination de l'assistance humanitaire et de la lutte contre la production et le trafic de stupéfiants. Nous avons une totale confiance dans le travail que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et le Représentant spécial du Secrétaire général réaliseront à l'avenir, un travail auquel nous accordons notre appui.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des États-Unis.

Je remercie le Représentant spécial Kubiš pour son exposé et le travail qu'il accomplit dans des circonstances difficiles. Nous lui souhaitons un plein

succès et le remercions de s'acquitter d'une mission très difficile. Je remercie également l'Ambassadeur Tanin pour sa déclaration qui expose avec beaucoup d'éloquence les enjeux de l'impasse actuelle.

Mes observations aujourd'hui porteront sur deux questions : l'élection et le rôle de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et de la communauté internationale. Premièrement, s'agissant de l'élection, tandis que les efforts visant à finaliser les résultats se poursuivent, nous ne devons pas oublier l'attachement du peuple afghan à la démocratie. Nombre d'électeurs afghans ont pris de véritables risques et surmonté les craintes pour leur sécurité afin d'aller voter. Quel que soit le candidat pour lequel ils ont voté, leur participation est une affirmation du souhait des Afghans de façonner l'avenir de leur pays. Nous saluons les observateurs afghans pour le rôle d'une importance critique qu'ils ont joué dans ce processus. Nous félicitons également l'ONU, notamment la MANUA, et le Programme des Nations Unies pour le développement pour leur rôle constructif dans le processus électoral.

Un des Afghans qui a voté s'appelle Mohammad Ismail, propriétaire d'un magasin de pneus à Kaboul. Lors du second tour en juin, lorsqu'il est allé voter, il a amené sa fille Nida, âgée de 6ans. Il a dit au *New York Times* : « Quand je lui ai dit qu'elle n'avait pas de carte d'électeur, elle m'a dit qu'elle utiliserait la mienne ». Jamais, a-t-il ajouté, il n'aurait cru qu'il aurait la chance d'amener sa fille participer à un vote. La participation de personnes comme Mohammad est une mesure des progrès réalisés par l'Afghanistan ces 13 dernières années, des progrès qui ont coûté cher, comme l'attentat-suicide commis cette semaine à Kaboul, qui a fait trois morts et cinq blessés, l'a brutalement rappelé.

Tant de personnes ont donné leur vie pour édifier un Afghanistan plus démocratique, plus sûr et plus prospère, et s'il y a eu des revers, ces progrès sont bien réels. Les Afghans ont pu constater un meilleur accès à l'éducation pour tous les enfants, y compris les filles. Moins d'un million d'enfants étaient scolarisés en 2001, dont aucune fille; aujourd'hui, ils sont plus de 8,3 millions à aller à l'école, dont un tiers de filles. Les services de santé se sont améliorés de façon spectaculaire. Il y a une décennie, 10 % de la population afghane avaient accès à des soins de santé de base; aujourd'hui, c'est le cas pour près de deux tiers de la population. Au cours de cette décennie, l'Afghanistan a réalisé en matière d'espérance de vie et de santé maternelle et infantile les avancées les plus rapides au monde. En 2001, il n'y avait pratiquement aucun organe de presse afghan indépendant, seulement la propagande des Taliban. Aujourd'hui, les Afghans peuvent écouter 175 radios, regarder 75 chaînes de télévision et lire des centaines de publications. Tous ces progrès ont changé en mieux la vie de la population.

Et la patience admirable de la plupart des Afghans face au processus démocratique, notamment pendant le dernier recomptage, est également un reflet de ces progrès. Tous ces progrès sont désormais dans la balance. Jusqu'à présent, les candidats ont bien voulu rester à la table des négociations et travailler à un compromis qui permettrait d'éviter le genre de divisions à même de saper les progrès réalisés par l'Afghanistan vers une plus grande stabilité. Ils ont tous les deux exprimé publiquement leur volonté de privilégier l'avenir du pays. Aujourd'hui, nous les enjoignons tous les deux à poursuivre cet effort et à forger un compromis durable.

Deuxièmement, nous appuyons les efforts actuels menés par la MANUA pour aider le Gouvernement afghan tant à renforcer la bonne gouvernance et le développement économique qu'à promouvoir la coopération régionale. La MANUA est partenaire de l'Afghanistan depuis 2002 et continuera à jouer un rôle dans le développement du pays. Les États-Unis sont également attachés à la croissance continue de l'Afghanistan, à son développement et à sa sécurité, et poursuivront une coopération étroite avec le Gouvernement. Cet attachement à l'Afghanistan est ancré dans le partenariat stratégique que nous avons établi en 2012. Nous attendons avec impatience de travailler avec le nouveau Gouvernement pour aligner notre aide au développement sur ses priorités et promouvoir le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo.

Les alliés de l'OTAN et les nations partenaires sont prêts à continuer à former, conseiller et aider les Forces nationales de sécurité afghanes après 2014. Leur mission reposera sur la bonne base juridique de l'accord de sécurité bilatéral entre les États-Unis et l'Afghanistan et de l'accord sur le statut des forces avec l'OTAN que nous espérons conclure bientôt. Le plan proposé, annoncé au sommet tenu récemment au pays de Galles, prévoit que la nouvelle mission de l'OTAN soit menée en partenariat total avec le Gouvernement afghan. Dans les mois à venir, nous espérons travailler avec les membres du Conseil de sécurité à l'élaboration d'une résolution par laquelle le Conseil se féliciterait des décisions prises par le Gouvernement afghan concernant cet accord.

Il n'y a pas si longtemps, une élection en Afghanistan aurait été impensable en soi. Aujourd'hui, une fille de six ans peut insister auprès de son père pour qu'il la laisse l'accompagner jusqu'au bureau de vote. Cela doit nourrir nos espoirs pour l'avenir de l'Afghanistan, et encourager les dirigeants du pays à parvenir à un compromis politique, pour faire en sorte qu'un jour cette fille pourra elle-même aller voter.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

Je donne la parole au représentant de l'Inde.

M. Mukerji (Inde) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui sur la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Ján Kubiš, et l'Ambassadeur Zahir Tanin pour leurs exposés. Nous remercions également le Secrétaire général pour son rapport trimestriel sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2014/656).

L'Afghanistan se trouve à un tournant historique, prêt pour son tout premier transfert démocratique du pouvoir. Nous devons saluer le rôle moteur et les qualités d'homme d'État du Président Karzaï et des dirigeants afghans au cours des 13 dernières années, qui ont amené l'Afghanistan à ce carrefour historique.

Je ne saurai cacher le fait que nous sommes préoccupés par l'impasse politique actuelle en Afghanistan concernant le résultat de l'élection. Nous ne devons pas oublier que l'électorat afghan a bravé les menaces des éléments terroristes et extrémistes pour se rendre aux urnes en grand nombre aux premier et deuxième tours du scrutin. Il s'agit du meilleur témoignage de l'appui ferme de la population afghane à la démocratie et au maintien des acquis précieux de ces 13 dernières années. Nous ne doutons pas que les deux candidats en tête respecteront ce noble sentiment et l'aspiration des Afghans à un pays pacifique, stable et démocratique.

La transition politique qui s'achèvera par l'investiture du nouveau Président marquera une étape importante dans l'histoire de l'Afghanistan. Elle sera le point d'orgue non seulement d'un processus mené, pris en charge et contrôlé par les Afghans mais également d'un processus qui exprime les espoirs et les meilleurs vœux de la communauté internationale. Récemment, le 10 septembre, notre Ministre des affaires étrangères s'est rendue à Kaboul. Les mots qu'elle a utilisés lors de l'inauguration du monument au drapeau décrivent notre relation de manière globale :

« L'Inde sera toujours le premier partenaire stratégique de l'Afghanistan. Nous sommes déterminés à faire tout notre possible pour aider l'Afghanistan, dans la limite de nos moyens ».

Je rappelle que nous ne pouvons pas nous permettre une stratégie de sortie en Afghanistan. Nous ne nous laissons pas décourager par la lâche attaque du 23 mai contre le consulat indien à Hérat. Cette attaque a révélé les intentions profondes des forces terroristes qui veulent supprimer toute institution croyant en la promotion de la paix et de la stabilité en Afghanistan. Nous nous tenons aux côtés du peuple afghan pour l'aider à prendre le chemin de la croissance et de la prospérité.

Les conditions de sécurité en Afghanistan demeurent fragiles. Le Secrétaire général donne des détails à ce sujet dans son rapport. Il y est indiqué que les actes perpétrés dans le sud, dans le sud-est et dans l'est ont représenté 65,3 % du total des atteintes à la sécurité durant la période à l'examen. Ces zones doivent donc bénéficier de ressources supplémentaires et d'une attention accrue afin d'améliorer la situation en matière de sécurité dans les jours à venir. La communauté internationale doit appuyer pleinement l'Afghanistan pour venir à bout des forces du terrorisme, qui ne veulent pas la paix en Afghanistan.

S'agissant du processus de réconciliation, nous réaffirmons qu'il doit continuer d'être mené, pris en charge et contrôlé par les Afghans, tout en respectant les limites convenues. Nous n'accepterons jamais que le Gouvernement afghan soit traité de la même façon que les éléments de l'ancien régime taliban.

Le Secrétaire général indique également dans son rapport que la situation économique actuelle de l'Afghanistan est profondément inquiétante. Le rapport signale en outre que gérer le manque croissant de financement dont souffre l'Afghanistan et faire en sorte que les dépenses budgétaires récurrentes puissent être couvertes sera une autre gageure immédiate pour la nouvelle administration. Il y est également indiqué que la longue période électorale, au cours de laquelle des postes gouvernementaux de haut rang sont devenus vacants, les longs mois de campagne et la grande incertitude que suscite l'impasse postélectorale ont contribué à la chute précipitée de la croissance, au déclin

de la confiance des investisseurs et à la faiblesse des recettes fiscales. L'Inde est prête à aider l'Afghanistan à s'engager sur la voie du relèvement économique. Nous ne devons pas détourner notre attention de la question tout aussi importante du développement économique de l'Afghanistan.

S'agissant du rôle joué par la MANUA, nous considérons que la Mission a un rôle important à jouer en appuyant les activités des nouvelles institutions de l'État afghan. La Mission est mieux placée que toute autre organisation pour exprimer pleinement l'importance que la communauté internationale accorde à l'Afghanistan et la façon dont elle envisage un Afghanistan pacifique, souverain, indépendant et prospère. Cependant, la MANUA doit également se concentrer sur le rôle important qu'elle joue pour faire en sorte qu'une aide humanitaire précieuse et une aide au développement importante soient fournies à l'Afghanistan. La Mission est mieux placée que quiconque pour déployer les ressources professionnelles et physiques nécessaires pour acheminer l'aide humanitaire et l'aide au développement si nécessaires jusque dans les endroits les plus reculés de l'Afghanistan.

La détermination de l'Inde à aider le peuple et le Gouvernement afghans à consolider les gains remarquables des 13 dernières années que vous avez mentionnés, Madame la Présidente, y compris la reconstruction politique, demeure inébranlable. Il existe des liens entre les civilisations indienne et afghane et nous serons aux côtés de nos frères afghans dans leurs efforts d'édification d'un Afghanistan pacifique, pluraliste, démocratique et prospère.

Pour terminer, nous tenons à exprimer tout notre appui à la transition politique, sociale et économique en cours. Nous espérons sincèrement que l'impasse politique prendra fin sans plus attendre et que le fait que les dirigeants acceptent le résultat de l'élection jettera une base solide sur laquelle un nouveau chapitre de l'histoire de l'Afghanistan sera écrit. Nous réaffirmons notre solidarité sans faille avec le peuple et le Gouvernement afghans durant cette période décisive.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

M. Sahebzada Ahmed Khan (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, Ján Kubiš, pour sa déclaration. Ces trois dernières années, M. Kubiš, a joué le rôle mobilisateur et apporté la vision dont la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) avait besoin. Nous apprécions également ses récentes visites au Pakistan. Je tiens également à remercier l'Ambassadeur Zahir Tanin pour sa déclaration.

Le Pakistan appuie une transition pacifique et démocratique en Afghanistan. Nous menons une politique de neutralité, et avons souligné que les élections étaient une affaire afghane. Le Conseil sait peut-être que nous avons renforcé la sécurité le long de la frontière durant les deux tours de l'élection. L'aboutissement du processus électoral de manière crédible et en temps utile aura pour résultat, nous l'espérons, un Afghanistan plus fort, plus stable et unifié. Nous saluons tous les efforts sincères déployés pour favoriser la compréhension entre les deux candidats à la présidence. Le Pakistan a affirmé à maintes reprises sa volonté de travailler avec quiconque aura été choisi démocratiquement par le peuple afghan.

Le Pakistan et l'Afghanistan sont d'accord sur le fait que le terrorisme est un ennemi commun et qu'il faut renforcer la coopération et la coordination pour s'attaquer à cette menace commune. Le Pakistan, comme le Conseil le sait, lutte avec détermination et sévérité contre les terroristes et leurs repaires dans le cadre de son opération militaire Zarb-e-Azb. Nous comptons sur toute la coopération possible de la part du Gouvernement afghan pour prendre des mesures afin d'éliminer les refuges terroristes de son côté. Nous avons hélas observé ces derniers mois une prolifération d'attaques transfrontières vers le Pakistan. Cela s'est accompagné d'allégations non fondées. Nous espérons que notre participation constructive contribuera à établir la confiance. Nous restons également déterminés à travailler sur les liens dans les domaines économique et commercial et dans le secteur de l'énergie envisagés dans la stratégie du Premier Ministre Nawaz Sharif pour un voisinage prospère.

Nous sommes d'accord avec l'analyse faite par le Secrétaire général selon laquelle la situation économique de l'Afghanistan est profondément inquiétante. Un déclin économique aurait des répercussions sur tout – la reconstruction, la sécurité, le rapatriement des réfugiés, et la paix et la stabilité. Il est important que la communauté internationale s'engage de nouveau à appuyer l'Afghanistan à la Conférence qui se tiendra à Londres cette année. Les mots clefs sont « prévisibilité » et « continuité ».

Il est essentiel de renforcer les capacités des Forces nationales de sécurité afghanes pour s'attaquer aux problèmes de sécurité qui se poseront après 2014. Il est rassurant de noter que la communauté internationale, lors du sommet de l'OTAN tenu au pays de Galles, a réaffirmé son engagement soutenu aux côtés de l'Afghanistan en annonçant un appui financier accru aux Forces nationales de sécurité afghanes. Nous considérons également qu'une paix durable est impossible sans réconciliation nationale générale. Nous espérons que l'attention voulue sera accordée à un processus de paix mené et pris en charge par les Afghans. C'est un pilier essentiel de la stabilité qui ne saurait être ignoré indéfiniment.

Dans son rapport (S/2014/656), le Secrétaire général fait état d'une diminution du taux des retours des réfugiés. Nous espérons que l'Afghanistan s'emploiera à réunir les éléments nécessaires pour le retour durable des réfugiés afghans. L'autre problème qui nous préoccupe c'est celui de l'économie illicite. Nous convenons avec le Secrétaire général qu'elle est à la fois un symptôme et une source d'incertitude.

Le Pakistan continue de concourir aux efforts régionaux et internationaux pour promouvoir la stabilité et le développement de l'Afghanistan. Nous apprécions à sa juste valeur la sagesse et le leadership dont la Chine fait preuve à l'égard du Processus d'Istanbul et attendons avec intérêt la Conférence ministérielle qui se tiendra à Tianjin.

En définitive, un Afghanistan pacifique et stable est dans l'intérêt vital du Pakistan. Nous renouvelons notre engagement à appuyer tous les efforts favorables à la cause de la paix, de la stabilité et du développement du pays.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Turquie.

M. Çevik (Turquie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé la présente séance. Je voudrais également remercier le Représentant spécial, M. Kubiš, de son exposé et l'Ambassadeur Tanin de sa déclaration.

Au stade crucial que l'Afghanistan a atteint s'agissant de la transformation qu'il traverse dans les domaines politique, économique et de la sécurité, il est impératif que nous continuions d'appuyer le pays si nous voulons un Afghanistan pacifique, sûr et stable, qui puisse effectivement répondre aux besoins de son peuple. Il va sans dire que la communauté internationale doit continuer d'investir dans des scenarios positifs pour l'Afghanistan à cette étape essentielle.

Les Afghans ont fait la preuve de leur courage, de leur ferme volonté et de leur détermination à avancer sur la voie d'un Afghanistan pacifique, démocratique et stable en prenant part avec enthousiasme au scrutin présidentiel et aux élections provinciales, et ce, malgré les risques pour leur sécurité. L'heure est venue d'honorer leur souhait. Le décompte national des bulletins de vote du deuxième tour de l'élection présidentielle du 14 juin, récemment terminé, est un pas dans la bonne direction. Nous sommes convaincus que l'Afghanistan est capable de mener à bien sa transition politique, et que toutes les parties prenantes agiront de manière responsable, tout en retenue et dans un esprit sincère de leadership et de partenariat. Un échec des efforts de gouvernance aurait des conséquences trop importantes que nul ne serait en mesure de supporter.

Nous regrettons profondément et condamnons les attaques terroristes qui ont eu lieu en Afghanistan au cours de la période considérée, lesquelles ont causé la mort de nombreux civils. Nous pensons que ces attaques odieuses ne feront pas échouer les efforts que l'Afghanistan consent pour mener à bien sa transformation pacifique. Nous nous tenons aux côtés de l'Afghanistan en cette période difficile et lui renouvelons notre appui le plus résolu.

Le dernier rapport du Secrétaire général (S/2014/656) souligne que l'Afghanistan a poursuivi le dialogue avec ses voisins en vue de la promotion de la coopération régionale. À mesure que les forces internationales se retirent, la coopération et l'engagement régionaux gagnent en importance pour transformer la région en une zone de paix, de stabilité et de prospérité. Sur la base de cette vision, la région doit s'unir pour transformer les problèmes communs en intérêts mutuels. Dans ce contexte, nous apprécions tous les efforts bilatéraux et multilatéraux de dialogue et de coopération, et nous nous félicitons de la dynamique positive observée dans le cadre du Processus d'Istanbul, notamment avec la réunion des hauts responsables qui a eu lieu à Beijing, le 10 juillet. Nous attendons avec intérêt la Conférence ministérielle sur le Processus d'Istanbul, qui se tiendra à Tianjin, et tenons à remercier la Chine de son leadership à cet égard.

Je tiens à exprimer notre ferme appui au rôle crucial et global que l'ONU et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan continueront de jouer pour soutenir l'Afghanistan pendant la période

post-transition. J'exprime également notre profonde reconnaissance à M. Kubiš. Ses efforts inlassables et son dévouement ont sans aucun doute rapproché l'Afghanistan de la paix. Nous voulons également faire part de notre appui à son successeur, M. Haysom, et lui souhaitons bonne chance dans tous ses efforts.

Pour terminer, la Turquie sera toujours solidaire du peuple afghan, et nous continuerons de contribuer à un Afghanistan sûr, sécurisé et prospère, comme nous le faisons depuis de nombreuses décennies.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon.

M. Yoshikawa (Japon) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous faire part de ma gratitude, Madame la Présidente, d'avoir convoqué la présente séance. Pour commencer, je voudrais remercier le Représentant spécial, M. Ján Kubiš, pour le dévouement avec lequel il a dirigé la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Si j'ai bien compris, il s'agit là de sa dernière apparition devant le Conseil de sécurité. Nous tenons à remercier infiniment M. Kubiš. La Mission, telle qu'il l'a dirigée, joue un rôle vital dans le processus politique de développement de l'Afghanistan, et ce, malgré des conditions difficiles sur le terrain.

Je voudrais également rendre hommage à M. John Kerry, Secrétaire d'État des États-Unis. Il a joué un rôle de tout premier plan pour faciliter un accord sur un gouvernement d'unité nationale entre les deux candidats à l'élection présidentielle, M. Abdullah Abdullah et M. Ashraf Ghani Ahmadzai.

Depuis la très importante Conférence de Tokyo sur la consolidation de la paix en Afghanistan, en janvier 2002, la communauté internationale n'a pas relâché sa détermination à promouvoir le développement de l'Afghanistan. Avec la Déclaration de Tokyo, en 2012, l'Afghanistan et la communauté internationale créaient le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo. Ce Cadre vise à consolider le partenariat international en faveur du développement durable de l'Afghanistan tout au long de la décennie de transformation, laquelle commence l'an prochain.

Depuis 2001, le Japon a contribué à hauteur de 5,4 milliards de dollars à la sécurité et au développement durable de l'Afghanistan. Cela qui place mon pays au deuxième rang des donateurs les plus importants, après les États-Unis. En ma qualité de premier Représentant spécial du Japon pour l'Afghanistan et le Pakistan, j'ai eu l'honneur de prendre une part active à ce processus. Comme il est énoncé dans le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo, pour que la communauté internationale soit à même de préserver son appui à l'Afghanistan, l'Afghanistan lui-même doit honorer ses engagements. Un appui international à long terme présuppose que la partie afghane s'affirme en tant que partenaire crédible et légitime. C'est pourquoi le Japon exprime toute sa déception devant les retards récurrents que connaît le processus électoral. Plus de cinq mois se sont déjà écoulés depuis le premier tour de l'élection présidentielle du 5 avril, et pourtant, les consultations entre les deux candidats n'ont pas encore abouti à un accord sur la formation d'un gouvernement d'unité nationale.

L'Afghanistan se trouve à un stade décisif. Nous ne souhaitons pas voir notre partenariat menacé par de nouveaux troubles politiques intérieurs. Nous réaffirmons donc la nécessité de mener le processus électoral à sa conclusion juste, rapide et pacifique. Le Japon exhorte les deux parties à honorer les engagements qu'ils ont pris le 12 juillet et le 8 août en acceptant les résultats définitifs de l'élection et en formant un gouvernement d'unité nationale aussi rapidement que possible.

Le nouveau Gouvernement devra relever de nombreux défis. Il devra, entre autres, consolider un système politique inclusif, lutter contre la corruption, garantir la sécurité du peuple afghan, veiller à la stabilité du budget et instaurer une croissance durable. Nous espérons qu'un gouvernement d'unité nationale, appuyé par un large consensus national, sera en mesure de s'attaquer sans délai à ces défis.

Lors de la Conférence de Tokyo sur l'Afghanistan, en juillet 2012, le Japon s'est engagé à fournir jusqu'à 3 milliards de dollars sur une période de cinq ans, à compter de 2012. Sur ces 3 milliards de dollars, 2 milliards ont déjà été déboursés. Le Japon attend avec intérêt le jour où, dans un avenir assez proche, il pourra, avec un nouveau Gouvernement afghan légitime, œuvrer à progresser sur la voie d'une stabilité et d'une prospérité durables.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Mayr-Harting.

M. Mayr-Harting (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. L'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, l'Islande, la Serbie et l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'Ukraine,

la République de Moldova, l'Arménie et la Géorgie s'alignent sur la présente déclaration.

Je tiens à remercier le Secrétaire général de son rapport détaillé (S/2014/656), le Représentant spécial, M. Kubiš, de son exposé, et l'Ambassadeur Tanin de sa déclaration.

Face à tant de questions se disputant notre attention, il est particulièrement important de veiller à maintenir l'accent sur l'Afghanistan, compte tenu des temps difficiles auxquels doit faire face le peuple afghan. Je voudrais pour commencer réitérer notre plein appui au rôle important que continuent de jouer la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et toutes les entités des Nations Unies à l'appui du peuple afghan et dans la coordination de l'aide apportée par la communauté internationale. Le rôle des Nations Unies sera encore plus important dans les années à venir.

Nous voudrions saluer le rôle joué par les Nations Unies dans la supervision de l'audit sans précédent auquel il a été procédé en ce qui concerne tous les votes effectués dans le cadre du deuxième tour de l'élection présidentielle. Le Secrétaire d'État des États-Unis, M. Kerry, ainsi que le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kubiš, méritent des éloges pour les efforts qu'ils n'ont cessé de déployer dans le cadre du processus électoral. L'Union européenne se réjouit que nous ayons été en mesure de jouer un rôle dans la mobilisation des observateurs souhaités, afin de satisfaire au désir des Afghans de disposer de la contribution d'observateurs internationaux. Il reste important que le processus électoral soit mené à bien de la façon la plus transparente possible. Il est désormais urgent que les deux candidats fassent primer les intérêts nationaux de l'Afghanistan et honorent leurs engagements en ce qui concerne la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale.

Le nouveau gouvernement devra immédiatement faire face à de nombreux défis. Il doit être uni et solide pour s'y atteler de front et ne pas permettre que des droits acquis viennent le détourner de son but. Les Afghans ont montré qu'ils avaient soif de réformes, autant pour préserver les progrès accomplis dans les 13 dernières années que comme tremplins à de nouveaux progrès. Nous attendons avec intérêt la Conférence de Londres sur l'Afghanistan, en novembre, qui devrait être une occasion de confirmer notre partenariat avec un nouveau gouvernement sur la base de sa volonté de réforme.

Je voudrais mettre ici l'accent sur trois domaines critiques, à savoir la sécurité, le développement économique et humain, et enfin, l'état de droit et les droits de l'homme.

Les Afghans doivent être assurés que leur sécurité sera garantie. La signature rapide de l'accord bilatéral sur la sécurité entre l'Afghanistan et les États-Unis est d'une importance capitale à cet égard. L'accord revêt une importance critique pour le maintien d'une présence internationale destinée à appuyer les Afghans dans leurs efforts. Le rôle des pays voisins a également de l'importance, si l'on veut que les insurgés ne soient pas en mesure de mettre à mal les acquis obtenus de dure lutte et de créer une instabilité susceptible de menacer la paix et la sécurité dans la région.

La sécurité est une nécessité, pour que le développement économique et humain auquel on a assisté en Afghanistan puisse se poursuivre. Les progrès ont été impressionnants dans de nombreux domaines, mais le nouveau gouvernement devra prendre rapidement des mesures pour améliorer la confiance dans l'économie. Avant toute chose, il doit prendre promptement des mesures pour surmonter le retard accusé au niveau des réformes et s'attaquer à la crise budgétaire actuelle. Par la suite, le nouveau gouvernement devra donner la priorité à l'économie rurale, qui demeure l'artère nourricière de la grande majorité des Afghans. Il devra également étendre l'état de droit tout en favorisant la transparence et en luttant contre la corruption. L'existence d'un État de droit est absolument essentielle à tout progrès dans de nombreux domaines, à commencer par les droits de l'homme, en particulier les droits des femmes et des filles.

Il est bon de rappeler qu'il y a 13 ans, les femmes et les filles étaient traitées comme des citoyens de deuxième classe. Elles n'étaient pas autorisées à travailler ou à aller à l'école. Elles ne pouvaient pas quitter leur maison si elles n'étaient pas accompagnées d'un parent de sexe masculin. Aujourd'hui, il faut applaudir les Afghans, et les femmes afghanes en particulier, pour les progrès qui ont été réalisés. Mais il reste encore beaucoup à accomplir. Dans de nombreuses régions, le cadre réglementaire n'est plus un problème, mais l'application systématique et habituelle de la loi demeure lui un domaine dans lequel une action soutenue est nécessaire. Cela, à l'évidence, de notre point de vue, doit être une priorité du nouveau gouvernement.

En conclusion, tous ces enjeux exigeront un solide engagement de la part tant du nouveau

gouvernement que de la communauté internationale. L'Union européenne et ses États membres demeureront à cet égard des partenaires fidèles de l'Afghanistan, comme le prévoit notre nouvelle stratégie globale pour l'Afghanistan adoptée en juin.

Enfin, je voudrais à l'instar de mes collègues rendre hommage au Représentant spécial, M. Kubiš, pour l'immense contribution qu'il a apportée en vue d'assurer un meilleur avenir à tous les Afghans, l'avenir qu'ils veulent et l'avenir qu'ils méritent.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Zamaninia (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais vous remercier, Madame la Présidente, de l'organisation opportune de la présente séance. Je tiens également à remercier l'Ambassadeur Tanin de sa déclaration et le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Ján Kubiš, de sa présentation du rapport du Secrétaire général sur l'Afghanistan (S/2014/656) et de son exposé sur les principales évolutions dans les domaines politique et de la sécurité ainsi que sur les événements régionaux et internationaux relatifs à l'Afghanistan. Nous continuons de l'assurer, ainsi que son équipe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), de notre appui, notamment de notre appui à leurs remarquables états de services. L'Afghanistan et ses voisins se souviendront des services rendus par M. Kubiš à l'Afghanistan pour améliorer la vie de la population de ce pays.

La MANUA joue un rôle particulièrement crucial en ce moment critique de la transition politique en Afghanistan, et elle a incontestablement besoin d'un maintien de l'appui de la communauté internationale pour renforcer la paix, la sécurité et la stabilité dans le pays et promouvoir un développement socioéconomique durable en Afghanistan. La République islamique d'Iran a particulièrement hâte de voir à ses côtés son voisin afghan paisible et prospère. Nous sommes prêts à faire tout ce qui est en notre pouvoir à cette fin, puisque la sécurité de l'Afghanistan influe directement et indirectement sur la sécurité de la région, et notamment de mon pays.

Nous félicitons le peuple afghan de l'importance de sa participation à l'élection présidentielle en dépit de la menace représentée par les groupes extrémistes et terroristes. Nous espérons que l'impasse du processus électoral pourra être surmontée sous peu. La prolongation et les contestations du processus électoral tendent à exacerber l'incertitude économique et à encourager les groupes extrémistes, les terroristes et les réseaux qui leur sont associés à profiter de la crise politique prolongée et à intensifier indéfiniment leurs activités. Nous exhortons les deux candidats à la présidence, M. Abdullah Abdullah et M. Ashraf Ghani Ahmadzai, à mener à bien leurs négociations sur la formation d'un gouvernement d'unité nationale et à préparer ainsi la voie à une transition politique stable qui soit conforme au processus de réconciliation mené et pris en charge par les Afghans. Nous les exhortons également à parvenir à un règlement politique dans le pays le plus tôt possible. Au cours du dernier déplacement effectué en Iran par M. Kubiš, en août, nous avons souligné que la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale revêtait un caractère urgent et prioritaire pour l'Afghanistan et pour la région.

L'interaction permanente entre l'Afghanistan et ses voisins et partenaires régionaux dans le domaine commercial, dans les échanges économiques et dans les projets de développement doit être encore davantage soutenue et renforcée. Nous sommes fermement convaincus que la multiplication des liens économiques permettra un renforcement de la stabilité de l'Afghanistan et des pays avoisinants.

Nous continuons d'étendre notre coopération bilatérale, en particulier en ce qui concerne les questions de sécurité, l'action de lutte contre les stupéfiants, les projets de développement et la coopération économique, dans les domaines de l'infrastructure et de l'agriculture, ainsi qu'aux fins d'une solution durable au problème des réfugiés afghans. Le voyage effectué récemment par le Vice-Ministre iranien des affaires étrangères pour l'Asie et le Pacifique et les entretiens qu'il a eus avec le Président Karzaï et d'autres responsables afghans avaient pour but de développer et de renforcer les relations bilatérales dans tous les domaines.

L'appui international apporté à l'Initiative triangulaire lancée par l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan en matière de coopération dans la lutte contre les stupéfiants est essentiel, non seulement aux fins du renforcement de la sécurité et de la stabilité de l'Afghanistan, mais également pour atténuer les graves préoccupations que suscite le trafic de drogue chez les États voisins ainsi que les pays de transit et de destination.

En conclusion, la République islamique d'Iran réitère une fois de plus son appui constant à la promotion de la sécurité, de la stabilité et du développement global et durable de l'Afghanistan.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

M. Thoms (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son rapport détaillé (S/2014/656). Je voudrais aussi exprimer notre profonde gratitude au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Ján Kubiš, pour ses efforts inlassables durant les années passées et, en particulier, pour le rôle constructif qu'il a tout récemment joué au cours du processus électoral. Nous nous félicitons de la nomination de M. Nicholas Haysom comme nouveau Représentant spécial et attendons avec intérêt de poursuivre notre étroite coopération avec lui dans sa nouvelle fonction. Je me réjouis par ailleurs de la présence de l'Ambassadeur Tanin au Conseil aujourd'hui.

Mon gouvernement s'associe à la déclaration faite par l'observateur de l'Union européenne au cours du présent débat.

Il y a maintenant plus de trois mois que le peuple afghan a voté à l'élection présidentielle, en juin. Les Afghans – parmi lesquels, signe fort encourageant, des millions de femmes – ont fait preuve d'un magnifique courage en usant de leur droit constitutionnel de participer activement aux élections, défiant la menace des Taliban de perturber le processus. Un processus d'audit tout à fait complet, auquel l'Allemagne a apporté une part substantielle, a été entrepris. Nous sommes aussi très reconnaissants aux Nations Unies du rôle qu'elles ont assumé dans ce processus. M. Ghani et M. Abdullah ont accepté d'un commun accord de former un gouvernement d'unité. Il est temps maintenant de donner suite à leurs engagements. Comme l'a souligné notre Ministre des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, durant sa récente visite en Afghanistan, les deux candidats doivent assumer leur responsabilité pour l'avenir de l'Afghanistan. Seul un Afghanistan uni sera en mesure de surmonter les nombreux défis qui l'attendent.

Je voudrais faire mention de quatre points importants, sans oublier le rôle de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) s'agissant d'aider l'Afghanistan à relever ces défis multiples.

Premièrement, le conflit électoral en cours a de vastes conséquences. L'Afghanistan accuse les symptômes d'une véritable crise nationale. Même si les candidats s'accordent sur un gouvernement d'unité, leur coopération se heurtera à d'énormes obstacles après le processus difficile des derniers mois. Il faudra travailler ferme pour restaurer la confiance du peuple afghan dans l'élite politique et les institutions publiques.

Deuxièmement, les réformes économiques et politiques nécessaires ont été mises en sommeil durant l'audit électoral. Cela n'a fait qu'exacerber encore plus la crise économique et budgétaire actuelle. Le nouveau gouvernement devra s'attaquer d'urgence à l'arriéré de réformes.

Troisièmement, la formation d'un nouveau gouvernement est la condition préalable d'une pleine mise en oeuvre des engagements civils et militaires pris par la communauté internationale. Tant qu'un nouveau gouvernement n'est pas en place, la mission d'appui à la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan, envisagée par l'OTAN, ne peut prendre forme. À notre avis, il est non moins capital que la nouvelle mission repose sur une solide base juridique. Ce devrait être, idéalement, une résolution du Conseil de sécurité.

Quatrièmement, une fois en place un gouvernement légitime, la communauté internationale doit continuer à soutenir la reconstruction et le développement de l'Afghanistan. Avec le passage des responsabilités sur d'autres épaules en Afghanistan et les immenses défis qui attendent le pays, l'engagement des Nations Unies deviendra encore plus important. Il est indispensable que la MANUA ait un mandat global et dispose d'une assise financière saine pour être capable d'assister l'Afghanistan dans les domaines susmentionnés. Il importe non moins que la MANUA ne limite pas sa présence à Kaboul, mais continue d'agir à travers l'ensemble du pays.

Je termine en disant que l'Allemagne se tient prête à continuer de soutenir l'Afghanistan. Nous espérons vivement que le nouveau gouvernement travaillera à unir le pays dans l'édification d'un environnement politique stable pour un Afghanistan pacifique, sécurisé et prospère.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Espagne.

M. Oyarzun Marchesi (Espagne) (*parle en espagnol*) : Le Conseil de sécurité se réunit de nouveau pour traiter de la situation en Afghanistan. La situation est légèrement différente de celle que nous avons

examinée voici trois mois (voir S/PV.7208), comme le montre l'exposé du Représentant spécial du Secrétaire général.

L'Espagne est un ami de l'Afghanistan. Le peuple et le Gouvernement de mon pays en ont donné la preuve toutes ces années. Au long des 12 années écoulées, l'Espagne a répondu aux demandes des Afghans par des interventions constantes. Nous nous tenons aux côtés de l'Afghanistan et continuerons à nous y tenir. Ma délégation approuve sans réserves la déclaration faite antérieurement par le chef de la délégation de l'Union européenne, mais je voudrais ajouter quelques considérations touchant, d'abord, les élections et, ensuite, divers aspects de la sécurité, de l'économie et des dimensions régionale et internationale.

Concernant les élections, les hommes et femmes d'Afghanistan ont fait preuve d'un grand courage le 5 avril et le 14 juin. Nous sommes à un moment crucial. Clairement, nous devons renforcer le processus politique. Seule une équipe dirigeante nouvelle et plus solide sera capable d'offrir au peuple afghan un avenir prometteur.

Concernant la situation sécuritaire, nous notons avec inquiétude les informations mises en relief dans le rapport du Secrétaire général (S/2014/656), en particulier l'augmentation de 24 % du nombre de victimes civiles. Nous saisissons cette occasion d'exprimer nos regrets à l'Ambassadeur Tanin à la suite de l'attaque perpétrée voici deux jours par les Taliban au centre de Kaboul.

Concernant la situation économique, nous sommes préoccupés par la détérioration notée dans la performance de l'économie afghane. C'est peut-être un fait inséparable de l'aggravation de la situation sécuritaire. Mais nous sommes certains que la conférence ministérielle qui doit se tenir à Tokyo donnera de bons résultats pour la situation économique de l'Afghanistan.

Enfin, nous croyons que les activités au niveau régional ont une importance capitale. Pour l'Espagne, la conférence ministérielle qui se tiendra à Tianjin, en République populaire de Chine, recèle des promesses pour l'avenir.

Nous réaffirmons une fois encore notre appui au Gouvernement et au peuple afghans par l'entremise de l'Ambassadeur Tanin ici présent. Pour terminer, au nom de la délégation espagnole, je tiens à exprimer notre gratitude, pour ses efforts et son action remarquable, à M. Ján Kubiš au long de toutes ces années à la tête de la MANUA.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie.

M. Lambertini (Italie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son rapport détaillé (S/2014/656) et le Représentant spécial de son exposé. L'Italie s'aligne sans réserves sur la déclaration faite par l'observateur de l'Union européenne, et je voudrais ajouter quelques observations à titre national

L'incertitude des résultats des élections afghanes et l'absence persistante d'un nouveau président, dans le contexte de la dernière phase du processus de transition – conjoncture fort délicate pour l'Afghanistan –, sont une source de grave inquiétude pour l'avenir du pays. C'est pourquoi il est capital que le processus électoral atteigne à court terme une issue positive qui soit acceptée par la majorité du peuple afghan et en obtienne la confiance. La poursuite du dialogue nécessaire entre les parties doit être inspirée par l'intérêt suprême du pays. Nous espérons donc fermement que les efforts entrepris par la communauté internationale, en particulier les États-Unis et le Représentant spécial, M. Ján Kubiš, que nous soutenons pleinement, seront couronnés de succès. Pour parvenir à cet objectif, toutes les parties doivent faire preuve d'une grande modération et du sens des responsabilités, et éviter les manoeuvres de division susceptibles de miner un accord.

Nous escomptons que l'engagement des deux candidats à la présidence, réaffirmé dans le message adressé aux chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN lors du Sommet de Celtic Manor, se concrétisera aussitôt que possible de manière à jeter les fondements solides du développement socioéconomique, d'un règlement pacifique et de la stabilisation en Afghanistan. Aujourd'hui, il est plus urgent que jamais que le processus électoral atteigne son terme avec l'installation d'un nouveau président et d'un nouveau gouvernement. Ce sera aussi la juste récompense de l'action des Forces nationales de sécurité afghanes et de leur engagement de garantir au peuple afghan le droit d'exprimer ses voeux par le bulletin de vote et de limiter les tentatives de déstabilisation faites par les insurgés.

L'insurrection demeure une force dangereuse, comme l'a montré ces derniers mois la vague nouvelle d'attentats terroristes. C'est pourquoi l'Italie, de concert avec ses partenaires, a affirmé l'engagement, pris à Chicago voici deux ans et renouvelé tout récemment au Sommet de Celtic Manor, de soutenir les Forces nationales de sécurité afghanes durant la transition et

jusqu'à la phase de la Force internationale d'assistance à la sécurité.

Dans le même temps, toutefois, l'Afghanistan doit appliquer les critères de transparence et de responsabilisation à la gestion des ressources qui lui sont allouées. Il est impératif de signer sans retard l'accord bilatéral de sécurité entre l'Afghanistan et les États-Unis et l'accord sur le statut des forces avec l'OTAN pour que la mission d'appui commence. Ces accords ont pour but de fournir le cadre juridique nécessaire à la présence de forces internationales dans le pays.

L'Italie réaffirme son désir de poursuivre son engagement, commencé voici plus de 10 ans, de faciliter le développement et la stabilisation en Afghanistan, en coordination avec la vaste action de la communauté internationale. En conformité avec l'héritage de Tokyo, les conditions pour qu'il en soit ainsi sont fondées sur le progrès concret et mesurable des parties afghanes dans le domaine des droits humains, en particulier ceux des femmes, des principes démocratiques, de la lutte contre la corruption et le trafic de drogue, et de la gouvernance administrative et économique. Dans ces domaines, grâce aussi à la mission de la FIAS, l'Afghanistan a fait des progrès remarquables, même s'il reste beaucoup à faire.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Slovaquie.

M. Ružička (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Ján Kubiš, de son exposé très complet d'aujourd'hui.

Je m'associe à la déclaration faite tout à l'heure au nom de l'Union européenne, mais je voudrais également faire quelques observations à titre national.

Il s'agit d'une période historique pour l'Afghanistan. Nous avons tous suivi de près les événements déterminants de ces derniers mois. Tout progrès est impossible dans un pays qui connaît un environnement politique instable. Nous appelons les dirigeants politiques afghans à s'engager dans un dialogue mutuel et à respecter les engagements qu'ils ont pris. Seul un leader doté d'un mandat stable et jouissant du soutien politique interne sera en mesure de relever les défis qui attendent encore le pays.

L'acceptation des résultats des élections, la mise en œuvre des engagements pris et la formation d'un gouvernement d'unité nationale sont le moyen de mettre le pays sur la bonne voie. Un projet politique sans exclusive traduisant la diversité de la population afghane est fondamental. Nous nous félicitons donc de la déclaration conjointe que les candidats ont adressée au sommet de l'OTAN en faveur de la formation d'un gouvernement d'unité nationale.

La stabilité politique et la prospérité économique sont indissociables l'une de l'autre. Les économies sont sensibles aux réalités politiques, qu'elles traduisent, car les investisseurs sont très attentifs à tout signe de méfiance politique. En dépit des défis persistants qui vont nécessiter l'attention immédiate du nouveau gouvernement, nous ne doutons pas que les mesures requises pour promouvoir l'économie licite et parvenir à la transparence et à l'équilibre budgétaires seront prises sans délai.

Les paramètres de l'aide internationale en matière de sécurité pour l'après-2014 doivent être agréés le plus rapidement possible, en particulier compte tenu des événements actuels et du fait que le mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité touche à sa fin. Les groupes extrémistes n'hésitent jamais à tirer parti des crises politiques. Nous saluons le travail effectué par les forces de sécurité afghanes dans un contexte actuel difficile. Il est indispensable de continuer de s'employer à renforcer leur qualité, leur loyauté et leur professionnalisme. La République slovaque est déterminée à maintenir sa participation à ce processus, que ce soit par la formation des forces de sécurité afghanes ou par une aide financière directe.

Outre les engagements pris par la communauté internationale dans les domaines de la paix et de la sécurité, une aide globale au développement demeure vitale pour la stabilité du pays. L'aide internationale doit être multiple, sur mesure et s'inscrire dans la durée. Elle doit comprendre une assistance humanitaire, des investissements dans le développement des institutions et de l'économie ainsi qu'un appui à l'état de droit. Des projets internationaux ciblés, correspondant aux priorités définies par le Gouvernement afghan, peuvent contribuer à améliorer la vie quotidienne des Afghans.

Pour la Slovaquie, l'Afghanistan continue de faire partie des trois pays prioritaires en termes d'aide publique au développement. Au cours des prochaines années, notre assistance sera axée sur trois domaines : amélioration de l'éducation, modernisation du secteur agricole et renforcement des capacités dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité. Toutefois, il sera difficile d'obtenir des résultats durables sans la participation active des voisins de l'Afghanistan aux

efforts de coopération régionale. Le lien qui existe entre la stabilité de l'Afghanistan et la sécurité de la région est évident. Un Afghanistan stable est une condition préalable pour que la région vive dans la sécurité. Et un engagement constructif et durable de la part des partenaires régionaux est indispensable pour un Afghanistan stable.

Le rôle central joué par les Nations Unies demeure essentiel, et nous encourageons les dirigeants politiques afghans à tirer parti de l'immense potentiel que recèle une coopération efficace avec l'ONU. Cependant l'appui extérieur ne garantit pas en soi les progrès ni la transition démocratique du pays. La responsabilité ultime des citoyens incombe aux représentants de l'État. Ces derniers mois, le peuple afghan a fait preuve d'une bravoure extraordinaire, lorsque, malgré les menaces et les attaques des groupes extrémistes, il s'est rendu aux urnes.

Dans ce contexte d'incertitude politique, il convient de ne pas oublier les immenses progrès réalisés par le pays sur la voie de sa transition démocratique, qu'il s'agisse de la prise en charge de la sécurité ou de l'adoption de mesures allant dans le sens de l'égalité des sexes. Ces victoires importantes forment le socle sur lequel doivent s'appuyer nos efforts à venir.

Je terminerai en exprimant notre sincère gratitude au Secrétaire général et à son représentant spécial, M. Ján Kubiš, pour leur dévouement et leur leadership. Je félicite l'ONU du travail qu'elle a entrepris pour superviser l'audit électoral inédit. Je tiens aussi à remercier l'équipe de la Mission pour le travail très professionnel qu'elle effectue dans des conditions délicates et à renouveler le plein appui de mon pays au rôle irremplaçable de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne.

M. Winid (Pologne) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier les États-Unis d'avoir convoqué le présent débat sur la situation en Afghanistan. Je me félicite que la Pologne puisse contribuer à cette discussion importante.

La Pologne s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne et je voudrais y ajouter quelques observations supplémentaires.

La première de ces observations est malheureusement triste. Il y a tout juste deux jours, un nouveau soldat polonais est mort en Afghanistan, c'est le quarante-quatrième tombé au champ d'honneur depuis le début de notre participation à la Force internationale d'assistance à la sécurité. Le chef de section Rafal Celebudzki a été tué dans un attentat-suicide dans les rues de Kaboul qui a également coûté la vie à deux soldats américains. Il laisse derrière lui une femme et deux jeunes enfants. Nous saluons sa mémoire. Il symbolise le sacrifice consenti par de nombreuses familles polonaises qui envoient leurs fils et leurs filles aider à reconstruire un Afghanistan stable, sûr et prospère.

Le Gouvernement polonais réaffirme qu'il est déterminé à combattre toutes les formes de terrorisme et il condamne tous les actes de terreur, en particulier ceux dirigés contre les personnes qui travaillent en faveur de la stabilité et de la sécurité du pays. Nous rappelons la résolution 2145 (2014) et les résolutions précédentes relatives à l'Afghanistan et nous redisons notre ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de l'Afghanistan.

Notre débat d'aujourd'hui est l'occasion idéale de souligner le rôle que l'ONU joue dans le processus de stabilisation et de reconstruction de l'Afghanistan. Le rôle de coordination de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et les activités entreprises par le Représentant spécial, M. Ján Kubiš, recueillent notre plein soutien et suscitent tout notre respect. Je voudrais m'associer à tous mes collègues pour féliciter et remercier M. Kubiš du remarquable travail accompli en Afghanistan.

La Pologne accueille avec satisfaction les conclusions du récent sommet de l'OTAN relatives à l'Afghanistan, et nous espérons que les décisions prises par les États membres contribueront à faire en sorte que ce pays parvienne à la sécurité et à la prospérité. Nous renouvelons également notre appui continu au Gouvernement et au peuple afghans dans leurs efforts pour reconstruire leur pays et consolider les fondements de la démocratie. Pour la première fois dans la vie électorale afghane, des observateurs indépendants ont pu être présents pour vérifier chacune des urnes utilisées pendant l'élection présidentielle. Nous estimons que la solution de compromis proposée par le Secrétaire d'État des États-Unis, John Kerry, est un pas dans la bonne direction et nous espérons que les deux candidats tiendront leurs promesses. La Pologne tient à mettre en avant le rôle des observateurs internationaux

très compétents de l’équipe d’évaluation électorale de l’Union européenne, de diverses organisations non gouvernementales et de 17 missions diplomatiques présentes en Afghanistan qui ont participé à ce processus.

Nous sommes convaincus que le processus électoral ne doit plus souffrir d’aucun retard, en particulier compte tenu du fait que l’audit a été mené à bien. Prolonger le débat sur le partage du pouvoir nuit à la stabilité de l’Afghanistan. Nous encourageons toutes les parties à accepter les résultats de l’audit et à commencer à coopérer pleinement avec les nouvelles autorités élues. C’est d’autant plus important que la situation en matière de sécurité se détériore, non seulement dans le sud et l’est du pays, mais également, par exemple, dans les provinces de Ghor, à l’ouest, de Logar, au centre, et de Kunduz au nord, sans parler de Kaboul où un tragique attentat a eu lieu il y a deux jours.

La stabilité budgétaire de l’Afghanistan préoccupe la Pologne. Les déficits s’accentuent, ce qui va poser un problème immédiat à la prochaine administration. Nous espérons que le Gouvernement afghan pourra résoudre ce problème le plus rapidement possible et qu’il agira avec détermination pour éviter de telles difficultés à l’avenir. L’engagement de la Pologne en Afghanistan participe de notre sens des responsabilités vis-à-vis de la situation dans ce pays. Depuis 2011, nous prenons une part active à divers mécanismes internationaux et initiatives de coopération régionale à l’appui de la reconstruction de l’Afghanistan, principalement dans le cadre du Processus d’Istanbul. Le renforcement de la coopération régionale est le meilleur moyen de s’attaquer aux problèmes de nature transfrontière, comme le terrorisme, le trafic de drogue et les catastrophes naturelles.

L’équipe polonaise de reconstruction de province à Ghazni a réalisé près de 200 projets, consacrant plus de 26 millions à la reconstruction des routes, des installations sanitaires et d’adduction d’eau, des ponts, des écoles, des usines électriques et d’autres infrastructures. Je voudrais aussi ajouter que le Centre de formation interarmées à Bydgszcz, en Pologne, a formé plus de 1000 soldats et policiers appartenant aux Forces nationales de sécurité afghanes. L’Afghanistan et le deuxième plus important bénéficiaire de l’aide polonaise au développement.

Pour terminer, la Pologne est prête à appuyer les forces de sécurité afghanes en 2015 et au-delà. Nous nous attacherons à aider la Police afghane par le biais du Fonds d’affectation spéciale pour l’ordre public en Afghanistan. Nous sommes prêts à participer à la mission Resolute Support « Soutien résolu ». C’est pourquoi nous exhortons le Gouvernement afghan à conclure l’accord de sécurité bilatéral et, avec l’OTAN, celui sur le statut des forces.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

M. Rishchynski (Canada) : Je voudrais vous remercier, Madame la Présidente, de l’occasion qui m’est donnée de prendre la parole. J’aimerais aussi saluer et remercier le Représentant spécial, M. Kubiš, et son équipe en Afghanistan de tous leurs efforts ces derniers mois.

(*l’orateur poursuit en anglais*)

Ces derniers mois, le peuple afghan et la communauté internationale ont montré à quel point ils étaient attachés au processus démocratique en Afghanistan. Le chemin n’a pas été facile. Nous nous sommes d’abord réjouis de l’excellent taux de participation des Afghanes et des Afghans à l’élection présidentielle d’avril 2014, puis au deuxième tour, en juin, même si l’on menaçait d’entraver le bon déroulement du scrutin. Ensuite, c’est avec déception et préoccupation que nous avons pris connaissance des allégations de fraude électorale, qui menaçaient de saper la confiance à l’égard du processus démocratique. Nous devons également reconnaitre l’effort sans précédent de la communauté internationale pour soutenir le processus d’observation et vérification du vote qui a contribué à ce que cet événement historique puisse se concrétiser.

Ce sont là des efforts remarquables, tant par leur portée que par l’importance des ressources mobilisées. C’est ainsi que des observateurs électoraux canadiens se sont joints à des centaines de collègues de la communauté internationale pour participer, de concert avec leurs homologues afghans, à un processus d’observation électorale de grande envergure. Nous sommes fiers de l’esprit de coopération dont ont fait preuve la communauté internationale et le peuple afghan dans le cadre de ce scrutin historique. Nous tenons à féliciter tout particulièrement les Nations Unies pour avoir coordonné ce processus complexe et difficile.

(*l’orateur reprend en français*)

Nous demandons instamment aux différentes parties en Afghanistan, quel que soit leur camp, de mettre de côté leurs divergences et de se concentrer sur ce qui les unit : construire un avenir plus sûr et

prospère au bénéfice de tous les Afghans. Nous restons déterminés à aider le peuple afghan dans la poursuite de ces efforts.

Comme l'ont reconnu les dirigeants de l'OTAN plus tôt ce mois-ci, malgré les difficultés qui subsistent les Forces nationales de sécurité afghanes ont montré leur efficacité, gagnant ainsi le respect et la confiance du peuple afghan dans la lutte contre les insurgés. D'ici à la fin de 2014, les Forces nationales de sécurité afghanesseront entièrement responsables de la sécurité en Afghanistan, ce qui illustre les progrès réels et tangibles réalisés grâce aux efforts communs déployés dans le cadre de la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS).

La communauté internationale a aidé à former plus de 335 000 membres des Forces nationales de sécurité afghanes. C'est là une réalisation extraordinaire. Comme la mission de la FIAS se terminera à la fin de cette année, il est plus important que jamais de s'assurer que les Forces nationales de sécurité afghanes ont la formation et le matériel nécessaires pour protéger et sécuriser l'Afghanistan.

Même après le départ de la FIAS, la communauté internationale continuera d'apporter son soutien à l'Afghanistan, notamment par sa contribution collective à la viabilité financière des Forces nationales de sécurité afghanes de 2015 à 2017. Pour cela, nous prions instamment le Gouvernement de l'Afghanistan de signer l'accord bilatéral de sécurité avec les États-Unis et de conclure un accord sur le statut des forces avec l'OTAN dès que possible. Ces ententes s'avèrent essentielles pour permettre à la communauté internationale de planifier la prochaine phase de l'aide militaire et d'assurer le strict respect des mesures de responsabilisation et de transparence, en vue du maintien du financement international au profit des FNSA.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Le Canada demeure déterminé à soutenir les Forces nationales de sécurité afghanes, y compris l'Armée nationale afghane et la Police nationale afghane, afin de renforcer leur capacité à s'attaquer aux menaces et à assurer la sécurité des Afghans. C'est pourquoi, à partir de 2015, nous consacrerons 330 millions de dollars sur trois ans au Fonds d'affectation spéciale de l'OTAN au profit des Forces nationales de sécurité afghanes, sous réserve du respect des conditions générales fixées en matière de transparence, de suivi des dépenses et de rapport coût efficacité. Cela aidera à obtenir des résultats durables qui protégeront les progrès durement acquis par les Canadiens en Afghanistan. Nous nous réjouissons que les donateurs, au sein de la communauté internationale, aient décidé de renouveler leurs engagements financiers à aider le Gouvernement afghan à faire en sorte que les Forces nationales de sécurité afghanes disposent des ressources suffisantes et des capacités nécessaires.

Notre contribution financière s'inscrit dans le prolongement des efforts considérables du Canada pour promouvoir la primauté du droit et constituer des forces de sécurité compétentes et professionnelles, dont les Afghans peuvent être fiers. Pendant plus de 12 ans, plus de 40 000 membres des Forces armées canadiennes ont servi en Afghanistan. Dans la province de Kandahar, les Canadiens ont formé et encadré des membres de l'Armée nationale afghane et de la Police nationale afghane. Le Canada a déployé jusqu'à 950 militaires, pendant une même période, auprès de la Mission de formation de l'OTAN en Afghanistan pour aider à la formation des membres des Forces nationales de sécurité afghanes. De même, pendant plus de 11 ans, nos policiers civils ont formé et encadré près de 23 000 membres de la Police nationale afghane.

Le nouveau gouvernement de l'Afghanistan devra faire face à un certain nombre d'enjeux urgents. Les nouveaux dirigeants devront agir rapidement afin de s'attaquer aux difficultés économiques auxquelles ils sont confrontés, tout particulièrement du fait des répercussions importantes d'événements récents, comme l'effet de l'incertitude électorale sur la confiance des milieux d'affaires et des investisseurs. En raison de la diminution de l'activité économique, la croissance du PIB afghan connaît un ralentissement considérable, et il est probable que ce recul se poursuive par suite de la réduction prévue de l'aide et des dépenses internationales après 2014, ce qui accentuera d'autant la pression sur les finances de l'État afghan. Nous espérons que le gouvernement s'attachera à apporter des améliorations qui favoriseront la croissance économique et l'investissement, y compris par le développement de son secteur de l'extraction. Il doit aussi déployer des efforts énergiques afin d'accroître la responsabilisation et la transparence dans tous ses ministères.

(*l'orateur reprend en français*)

Le Canada continuera d'aider les Afghans à faire de l'Afghanistan un pays viable qui soit mieux gouverné, plus stable et plus sûr, notamment en investissant dans les domaines suivants : l'avenir des enfants et des jeunes,

par des programmes dans les secteurs de l'éducation et de la santé, y compris la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants; la promotion de la sécurité, de la primauté du droit et des droits de la personne, par un soutien et de la formation aux Forces nationales de sécurité afghanes; la promotion de la participation civile et politique des femmes et de leur autonomisation économique; la promotion de la diplomatie régionale; et l'aide humanitaire.

Par ailleurs, l'aide au développement de 227 millions de dollars que le Canada prévoit d'apporter entre 2014 et 2017, comme il s'y est engagé en 2012 à Tokyo, est conditionnelle à la réalisation de réformes essentielles par le nouveau gouvernement afghan. Le Canada encourage les nouveaux dirigeants à redoubler d'efforts pour s'acquitter de leurs engagements au titre du Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo. Les Afghans ont le droit de décider de leur avenir. Un avenir sans seigneurs de la guerre et sans ingérences régionales aux dépends de la stabilité. Enfin, un avenir où la corruption endémique serait éliminée de tous les aspects de la vie nationale.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Il est évident que, étant donné le nombre de défis à relever, le gouvernement afghan devra agir résolument et faire preuve de détermination. Le plus grand atout de l'Afghanistan réside dans son peuple : ceux qui apportent leur soutien et déploient des efforts pour bâtir un avenir plus sûr et prospère, dans un pays où tous les points de vue seront représentés, et toutes les voix entendues. Cela comprend les femmes afghanes, qui constituent un élément dynamique, crucial et à part entière de la société afghane. Nous demandons en outre au nouveau gouvernement de l'Afghanistan, de respecter véritablement ses citoyens, en particulier par la promotion et la protection des droits des femmes et des filles.

Nous appelons le nouveau gouvernement à s'employer activement à accroître la participation des femmes aux institutions gouvernementales afghanes, à tous les échelons, conformément à son engagement au titre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. Nous lui demandons aussi de s'acquitter de ses engagements internationaux en appuyant l'adoption et l'application de la loi sur l'élimination de la violence contre les femmes, pour protéger les femmes et les filles afghanes contre toutes les formes de violence et d'abus, et les enfants afghans contre les mariages précoces et forcés.

Le Canada continuera de soutenir le peuple afghan dans ses efforts pour que leur pays connaisse un avenir plus sûr et prospère. Cette Décennie de transformation s'accompagnera à la fois de changements et de défis pour l'Afghanistan, ses partenaires et la région. Nous réaffirmons notre ferme attachement à l'Afghanistan. Le Canada demande aux dirigeants afghans d'œuvrer pour tous les Afghans, et de concert avec eux, pour améliorer la sécurité, renforcer la démocratie, accroître la transparence et protéger les droits de tous à l'intérieur de ses frontières.

La Présidente (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autres orateurs inscrits sur ma liste. La Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 50.